le monde libertaire
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

PRIX : 0,50 NF
Rédaction · Administration
3, rue Ternaux, PARIS-XI°
Tél. : VOL. 34-08
C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15

ABONNEMENTS :
France .. 12 mois : 5,50 NF
Etranger . 12 mois : 7 NF

Changement d'adresse
0,30 NF en timbres-poste

Juillet - Août 1961
MENSUEL N° 72

Pas de vacances pour le fascisme

Au lendemain de l'effondrement du putsch d'Avril, l'opinion s'est tout de suite démobilisée. Quoi ! C'était cela le danger fasciste ! Il avait suffi que le chef élève la voix et que le peuple débraye une soirée pour que les guignols quittent la scène.

Cependant, il est devenu très vite évident que la répression gouvernementale s'abattait mollement sur de rares personnes, que le gros des forces factieuses restait intact son état-major introuvable ou intouchable, et, surtout, que les conditions demeuraient propices à la réaction et le demeureraient encore longtemps. Il est inutile de se leurrer. Il n'y a pas de possibilité d'une solution pacifique rapide du problème algérien. Il est impensable que le peuple algérien qui a mené son combat avec le courage et la ténacité que l'on sait et qui paraît plus résolu que jamais, puisse abandonner ses mobiles de lutte. Il est fort improbable que la minorité européenne accepte la fusion dans la masse et l'abandon de tout avantage. Il est surtout impensable que l'armée — l'armée française — qui pour une fois n'avait pas été battue à proprement parler, puisse se retirer dans l'honneur et la discipline, en de mornes garnisons, sans espoir d'aller défendre quelque autre parcelle d'empire. Ce sentiment de la toute puissance de l'armée, si elle n'était trahie, exploité par des ambitieux, partagé par de nombreuses personnes, insidieusement maintenu dans ce qui sert de conscience aux multiples lecteurs d'au moins deux des grands quotidiens et dans le subconscient de la plupart des autres Français constitue pour l'armée et pour les fascistes, une force qui ne peut pas ne pas exploser à nouveau, alors que pour la population elle ne peut que le conduire à se ranger rapidement derrière les hommes forts pour que l'affaire soit conduite avec plus de vivacité et d'intelligence que la dernière fois. Dans l'état actuel des choses cette population ne pourra que suivre l'administration et la police, minées par les fascistes et prêtes à basculer du bon côté, s'il paraît vraiment le bon.

Le néant de de Gaulle et de ses inconditionnels — de plus en plus rares — éclate chaque jour. Le chiffre des abstentions aux élections devient considérables. Les sous-préfectures ou préfectures sont bloquées ou envahies, les sous-préfets défenestrés et les ministres bafoués. Certains se demandent encore quel est le successeur que de Gaulle s'est choisi; comme s'il était encore maître du destin de son régime et même du sien propre. Car il semble bien, pour employer l'épouvantable charabia de ce grand français, que les gens de l'O.A.S. aient entamé le processus de sa liquidation sanglante, non pas que vivant le personnage les gêne beaucoup, mais la confusion suivant un attentat pourrait favoriser un nouveau putsch. Mais il est plus vraisemblable que les tueurs n'auront pas à exercer leurs talents sur cet homme qui s'use tout seul. Devant la carence de leur ancienne idole et de sa police, des gaullistes ont commencé à faire eux-mêmes le travail et à attaquer les activistes.

Il est donc sûr qu'une nouvelle crise éclatera, sans doute assez rapidement et que du chaos actuel le fascisme paraît avoir plus de chance d'émerger que la révolution. La partie n'est néanmoins pas perdue d'avance. Les putschistes risquent de s'enliser dans le marécage des indécis et les révolutionnaires peuvent encore réveiller le peuple et le persuader de suivre sa voie propre sans se soucier du pouvoir.

La Rédaction

Dictature éternelle

Depuis plus de 20 ans, Franco règne et le peuple espagnol souffre. Tout le monde le sait, mais on en parle peu. La presse signale, de temps à autre, des petits remous, provoqués par un procès, une lettre ouverte, une déclaration, démontrant ainsi qu'il existe une opposition dans ce pays. Mais quand on en parle, il s'agit toujours d'une opposition mesurée, polie, presque officielle, émanant des intellectuels, des étudiants, des monarchistes, des milieux catholiques, en fait des ex-partisans du régime.

De l'opposition populaire qui est faite de haine, de révolte contenue, de mépris, personne n'en parle.

Le Pouvoir, lui, ne s'y trompe pas. Alors qu'il inflige quelques mois de prison à certains monarchistes, il frappe très fort (20 à 30 ans de prison), des ouvriers qui défendent leurs droits.

De l'intérieur de l'Espagne, à plusieurs reprises, envoyés de toutes les régions, des tracts sont parvenus à la presse de tous les pays, prouvant ainsi que non seulement l'opposition populaire existe, mais qu'au delà du « quadrillage » des partis, elle a réussi à faire l'unité dans l'action, organisant un véritable mouvement de résistance, menaçant réellement le régime.

Malheureusement ce fait important et nouveau de la lutte sociale en Espagne n'a été porté à la connaissance de l'opinion publique que par quelques journaux étrangers (1), en France par plusieurs publications de l'exil espagnol et certains organes de gauche (2), la « Grande Presse » restant muette, à l'exception de « La Dépêche du Midi ».

L'information étant la première tâche d'un journal révolutionnaire, « Le Monde Libertaire » a signalé l'existence du « Mouvement Populaire de Résistance » dès sa constitution (étudiant ses causes, définissant ses aspirations profondes) et suivi ensuite son évolution.

par JACQUELINE FERRIER

Dernièrement, des nouveaux tracts ont été diffusés en Espagne des slogans et des sigles du M.P.R. peints sur les murs de plusieurs villes. Nous venons de recevoir quelques uns de ces tracts et de nombreuses photographies, parmi lesquelles deux ou trois de Barcelone reproduites dans cette page.

D'autre part, nous apprenons que le Comité National de coordination du MPR vient d'adresser un Appel aux exilés espagnols et aux anti-fascistes du monde entier, leur rappelant que Franco ne craint pas les masses inertes, ni les critiques aussi justes soient-elles, mais seulement la force émanant

suite page 2

La révolte des paysans

Comme s'il s'agissait d'un plan concerté, les étapes du « tour de France » des revendications paysannes se multiplient. Après la Bretagne, puis la Vendée, le « midi bouge ». En pleine période de moisson, de récoltes, les paysans abandonnent leur travail pour barrer les routes avec leurs tracteurs, pour attaquer les préfectures, pour tenir des meetings publics. Quand le paysan abandonne, même provisoirement, ses cultures, c'est que les conditions qui lui sont faites, condamnent leurs efforts à la stérilité.

Le mouvement avait démarré en Bretagne dans le Léon, où les agriculteurs mécontents ont brûlé quelques urnes, puis après, conduits par Alexis Gourvenec, investi la préfecture. Gourvenec est d'inspiration poujadiste. Il n'a jamais caché son mépris pour l'Etat et les partis politiques. Mais son audience, plus que par des considérations doctrinales, repose sur un mécontentement légitimé par une politique (pour ne pas dire une absence de politique) agricole qui conduit la paysannerie à la ruine.

Parce que les marchés ne sont pas assainis, parce que les circuits sont encombrés d'intermédiaires aux dents longues, parce qu'enfin les productions ne sont pas orientées en fonction d'une demande sérieusement chiffrée, plus de la moitié des récoltes est gaspillée tandis que les cours restent élevés à la vente et incroyablement bas à la production. Ainsi, les pommes de terre, les choux-fleurs, les artichauts pourrissent (quand les invendus ne sont pas récupérés « gracieusement » par les ramasseurs pour être revendus au prix fort) pour que

MESMIN-GILLARD

suite page 3

Réflexions sur le procès des généraux

Les évènements vont à une telle allure et les coups de théâtre se suivent à un tel rythme, qu'il est bien difficile à nos contemporains d'en mesurer l'énormité et l'analyser avec quelque sérieux les bouleversements qu'ils engendrent.

C'est ainsi qu'un observateur scrupuleux, suivant au pas à pas l'évolution des institutions militaires depuis la dernière guerre, pourrait s'écrier, paraphrasant Bossuet :

« L'armée se meurt ! L'armée est morte ! »

Non qu'il se nourrirait du candide espoir de voir présentement disparaître ces institutions meurtrières en qui de tous temps certains hommes ont voulu voir la représentation du courage et de l'honneur.

Dans un monde surarmé et qui rêve de surarmer encore, ce serait dépasser les bornes de la naïveté.

Mais il pourrait constater que chaque jour les fondements de cette armée s'effritent, s'amenuisent, sont foulés aux pieds.

Et chose amusante entre toutes, ces principes mêmes sont déniés par la caste militaire qui en faisait sa raison d'être.

Cela remonte au Procès d'Oradour, au cours duquel un soldat se retranchant derrière l'ordre reçu, le lieutenant-colonel Gardon répliquait :

par MAURICE LAISANT

« Vous n'aviez qu'à désobéir ».

C'était soulever le problème de l'armée elle même, considérée jusque là force aveugle et stupide, servile à qui la nourrit et la paie, c'était remettre en question la fameuse exécution « sans discussion ni murmure » à toutes les injonctions reçues quelles qu'elles soient, c'était réveiller la conscience dans un milieu dont elle est bannie et instruire le procès du crime d'obéissance.

Le lieutenant-colonel Gardon a-t-il compris ce jour-là qu'il justifiait l'objection de conscience qu'il absolvait la désertion, qu'il revendiquait l'insoumission ?

Aujourd'hui, les généraux, qui de l'autre côté de la Méditerranée ont occupé Alger quelque quarante-huit heures, viennent de porter un nouveau coup à l'armée et à ses principes.

« Nous n'étions pas d'accord avec la politique gouvernementale » disent-ils pour leur défense.

Parfait ! Mais le contingent qu'on envoie depuis le ministère Guy Mollet jusqu'à nos jours pacifier l'Algérie avec des mitraillettes et des chambres de torture, est-il d'accord avec les décisions de l'Etat et l'a-t-on consulté sur ce point ?

Les Challe, Zeller et consorts songent-ils que demain au nom des mêmes raisons qu'ils invoquent, l'armée dans son entier pourrait lever la crosse et reprendre le chemin du bercail.

Il est vrai que selon Machiavel la loi du prince n'est pas celle du peuple et que ce qui coûte quelques vagues années de forteresse à un chef d'armée, vaudrait à un quelconque appelé le jugement sommaire et le peloton d'exécution.

Il est vrai que la responsabilité diminue avec les grades et que, dans la hiérarchie, les droits augmentent dans la mesure où les devoirs s'amenuisent.

Il est vrai, enfin, que tous les obscurs seconde classe, conscients du verdict à leur endroit, des juges si pitoyables par ailleurs aux puissants de ce monde, ne se risquent pas de faire valoir leur opinion d'homme sur la politique du gouvernement.

Après la suspension de la conférence d'Evian

La nécessaire révolution

A la recherche d'une dignité bafouée par un siècle et demi de spoliations et d'exploitations, les révolutionnaires algériens ont pu contre toute attente, réaliser les éléments constitutifs d'une nation. S'appuyant sur le concept de l'indépendance, nourrissant son dynamisme dans la prise de conscience d'individus liés par une commune misère morale et physique, le F.L.N. a réuni les forces nécessaires à une réalité nationale, sans qu'une quelconque bourgeoisie, en tant que classe, y ait participé à l'origine. Les conditions même de la lutte, son évolution tout autant que ses origines, permettent d'espérer toutes les audaces. Il n'est pas un militant révolutionnaire qui ne nourrisse le secret espoir de voir le combat mené au nom de l'émancipation politique basculer vers la révolution sociale. Il est en effet logique de penser, à cause de ses origines populaires, que le mouvement ne pourra se satisfaire d'une indépendance qu'il sait ne pas être une fin en soi, et qu'il mettra tout en œuvre pour changer radicalement l'économie de l'Algérie.

L'Indépendance de l'Algérie est un fait acquis, irréversible. A travers la vaniteuse assurance du Général, il semblerait que l'Etat français soit disposé à reconnaître au G.P.R.A. la totale représentativité du peuple algérien, car il est persuadé que celui-ci est à même de mettre sur pied un appareil d'Etat. Le gouvernement français est désireux de changer les structures économiques de l'Algérie. L'organisation colonialiste de l'exploitation des richesses du pays s'est naturellement faite moins pour satisfaire les besoins de la métropole que pour permettre l'enrichissement des colons. Afin de réaliser ses objectifs : totale indépendance politique de la France vis-à-vis des blocs antagonistes puis création d'une Europe Occidentale à dominante française, le Général doit acquérir l'indépendance économique et réaliser une sorte d'autocratie. Pour ce faire il est tenu d'inclure dans son système les anciennes colonies, l'Algérie constituant la pierre de touche. Pour réaliser le passage d'une économie libérale dépassée à une économie planifiée nécessaire à son nouvel impérialisme, nous sommes persuadés que de Gaulle est prêt à se servir de la Révolution algérienne pour liquider, sans en prendre la responsabilité, le colonialisme périmé et pour son plus grand profit.

par LE NORMAND

Le G.P.R.A. le sait et les hésitations pour conclure entre les deux parties qui se comprennent parfaitement sont à la dimension de l'enjeu. L'industrialisation de l'Algérie ne peut se concevoir que dans le cadre d'une association avec un pays lui-même fortement industrialisé, bien que l'Algérie possède deux atouts d'importance : l'énergie indispensable au progrès et une main-d'œuvre en partie spécialisée ou tout du moins facile à former. Les révolutionnaires algériens savent que le désintéressement n'est pas la qualité des grandes puissances de l'Est et de l'Ouest. L'anachronique colonialisme laisse la place aux impérialismes capitalistes de tout bord, privés ou d'Etat, plus dévorants et plus tutélaires que jamais. La mansuétude et l'intérêt que portent aux pays sous-développés les blocs impérialistes n'a d'autres buts que d'accroître le profit des monopoles et des trusts par la main mise sur de nouveaux clients et d'assurer l'hégémonie de leur politique.

La confusion est grande, car outre l'opposition maintenant classique de l'Est et de l'Ouest, il faut ajouter celle des partenaires européens du général soutenus par les U.S.A. pour saborder le beau programme de la « grandeur » française.

Tous ces éléments contribuent à renforcer la position politique du G.P.R.A. Les tractations ne sont pas terminées. Une solution semblable à celle qu'adopta Tito pour la Yougoslavie — persister et se développer entre les deux blocs, sans choisir ni en refuser un seul est peut-être possible; dans tous les cas, c'est la seule qui permettrait à la révolution algérienne de trouver à ses problèmes des solutions originales et où le mouvement libertaire peut trouver un terrain pour ses idées.

ERRATA

Dans l'article de **Joachim** sur André Bernard (Libertaire de Juin), prière de lire, 1ère colonne, ligne 22, « **exil**, au lieu de éveil » et, 3ème colonne, ligne 2 « **promesses** au lieu de prouesses ».

L'ESPAGNE dans le MONDE ACTUEL

Dans quelques jours, Franco fêtera le 25e anniversaire du 18 juillet. Après 25 ans, l'Espagne, récompense de longues années d'approche patiente et discrète, s'apprête à faire, très officiellement, sa rentrée sur le plan international; après 25 ans se pose, toujours plus pressant, le problème de la succession de Franco.

Le 18 juillet 1936, le peuple espagnol, en s'opposant au pronunciamento fasciste, portait tous les espoirs des mouvements ouvriers. Chaque victoire, chaque défaite était ressentie comme telle par toutes les forces révolutionnaires. Alors qu'en Allemagne, en Italie, les luttes internes avaient gardé un caractère strictement local, là ce fut un affrontement de deux internationales et la guerre d'Espagne devint un symbole pour tous les révolutionnaires. La fin de la guerre d'Espagne se confond avec les prémices du conflit général et dans le chaos l'avenir du peuple espagnol sortit des préoccupations d'actualité, chacun étant retenu par des réalités plus immédiates, plus impératives.

Avec l'établissement de Franco, commence pour l'Espagne le sommeil de la Belle au bois dormant. Dans ce pays déjà sous-développé tant sur le plan agricole qu'industriel, la guerre a fait un million de morts, détruit villes et villages, conduit à la prison ou à l'exil toute la fraction dynamique du mouvement ouvrier, ainsi muselé. Dans l'immobilisme l'Espagne allait essayer de panser ses blessures.

par MONIQUE BERTHAULT

La guerre déferle et bouleverse l'Europe, mais ne franchit pas les Pyrénées. Valence est tombée en mars 1939, les guerilleros résistent encore çà et là et peut-être Franco a-t-il quelque reconnaissance envers les démocraties libérales, championnes de la non-intervention. La publication récente, à Washington, d'archives diplomatiques, montre, en outre, que tandis que la propagande allemande se déversait sur Madrid, Franco négociait avec les alliés, en particulier pour assurer les intérêts espagnols en frique du Nord. Lors des conférences qui décidèrent du partage et du sort du monde, Churchill et Roosevelt ne virent pas ou ne voulurent pas voir sur la carte, un diverticule de l'Europe qui s'appelle Péninsule Ibérique et Staline dut oublier qu'il existait des camarades espagnoles.

Que le sort de l'Espagne n'ait pas été discuté est impensable, que la seule solution acceptable pour les grands ait été le maintien du statu quo est certain : de par sa position géographique, alors importante sur le plan stratégique, les occidentaux préféraient une Espagne faible et fasciste, mais ainsi non dangereuse, au risque de la voir basculer dans le bloc communiste lors d'un changement de régime, la proposition étant toujours vraie pour les russes, le danger, pour eux, étant un régime du type démocratique libéral trop pro-américain. Pour la seconde fois les démocraties trahissaient le peuple espagnol, décevant ses derniers espoirs.

Oubliée de l'histoire, oubliée du monde du travail, anachronique, dernier vestige d'une Europe écroulée au destin de laquelle elle a échappé, l'Espagne survit, pièce de musée.

suite page 2

Le meeting de "LIBERTÉ" interdit

Un nouvel arbitraire vient de frapper notre camarade Lecoin.

La grande réunion qu'il organisait, le 24 juin, au Cirque d'Hiver, en faveur du but généreux auquel il se consacre a été interdit en dernière heure.

La Fédération anarchiste a immédiatement adressé le télégramme suivant à l'Elysée

« Devant l'interdiction du meeting pour la libération des objecteurs de conscience, nous protestons véhémentement contre cette nouvelle mesure attentatoire à la liberté. »

LA FEDERATION ANARCHISTE

Illicite et immoral

« Illicite et immorale », ainsi Me Gorsse, avocat de l'ex-demoiselle Domergue, qualifia, devant le tribunal civil de la Seine, la clause du règlement de la navigation aérienne, qui oblige les hôtesses de l'air, désireuses de se marier, de résilier leur emploi.

Illicite, *parce qu'il n'est pas conforme à la liberté individuelle d'empêcher quelqu'un de bâtir un foyer sous le motif que ce quelqu'un exerce telle ou telle profession.*

Immorale *— selon la morale bourgeoise, bien entendu — parce que le célibat obligatoire conduit fatalement à l'amour libre les jolies hôtesses qui n'ont pas de goût pour la continence, attendu qu'il vaut mieux, dit l'adage, se marier que brûler.*

En vérité, les compagnies d'aviation devraient être autorisées à transgresser (en attendant son abrogation), la loi qui prohibe la propagande anticonceptionnelle et à faire à leurs hôtesses de l'air des cours sur ce thème : « Comment apaiser la chair sans la féconder ».

Mais l'affaire Domergue menace d'avoir des prolongements... dans le clergé.

L'abbé Trave, le célèbre curé d'avant-garde, nous a déclaré : « Illicite et immoral, oui, monsieur ! Le vœu que l'Eglise catholique exige de ses prêtres est immoral et illicite. *Pourquoi ce célibat ? A quoi bon cette chasteté ? Y a-t-il une raison acceptable pour que les ecclésiastiques ne couchent pas avec une femme aussi bien que leurs paroissiens ? ».*

De son côté, l'abbé Stiol, autre soutane un peu frondeuse n'a pas hésité à nous dire : « Il faut citer le Vatican à comparaître devant l'O.N.U., dénoncer aux nations du monde libre l'illicite et immorale *mortification qu'il impose à ses ministres ! Il faut proclamer que ce vœu est contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme, en même temps qu'à la nature et à la liberté ! Et si nous perdons notre cause, du moins aurons-nous remué l'opinion ».*

Nous avons, quant à nous, assuré l'abbé Trave et l'abbé Stiol de notre soutien compréhensif.

Il n'y a pas de raison, en effet, pour que l'Etat du Vatican régisse le statut personnel et familial de citoyens qui ne sont pas ses ressortissants. Quoi ! On a interdit aux mormons d'être polygames et l'on autorise le pape à contraindre ses prêtres au célibat !

Et en quittant nos deux hommes d'Eglise, nous leur glissâmes ce conseil : « Tâchez donc que la question soit agitée au prochain Concile. Au lieu de discuter du sexe des anges, qu'il se soucie un peu du vôtre. Qu'importe même si vous engendrez ? Que diable, le Saint-Siège n'est pas une compagnie d'aviation ! ».

P.-V. BERTHIER

L'intéressement aux entreprises

Si l'on en croit nos économistes qui gravitent autour du pouvoir, notre économie serait libre, cela signifie ou devrait signifier que chacun de nous, soit seul, soit comme associé, peut produire et ensuite échanger sur un marché ouvert à tous, les fruits de son travail. On dit aussi que notre régime économique est celui de la libre entreprise. Par opposition aux économies totalitaires où toute production et toute distribution émane de l'Etat.

Mais est-ce bien exact que notre économie soit libre ? La vérité oblige à affirmer que cette affirmation n'est en grande partie que théorique. Les économistes quels qu'ils soient sont d'accord pour déclarer qu'elle est dirigée. Le dirigisme est devenu un principe une théorie économique. Cela signifie par exemple que les entreprises sont non seulement tenues de se conformer à des règlements, des coutumes, un code — ce qui après tout est normal, nécessaire — mais, en plus subissent des contraintes des directives impératives émanant des pouvoirs publics, c'est-à-dire l'Etat.

L'Etat, au nom d'une politique dite économique impose à la production, à la distribution, même à la consommation, certaines lignes de conduite, des plans que les intéressés ne suivraient pas s'ils étaient vraiment libres. Il existe de ce fait, soit une opposition soit un accord, disons, entre les Pouvoirs publics et les entreprises : l'accord entraîne de la part de ceux-ci une protection, une aide. Pour justifier cette attitude l'Etat dit qu'il défend l'intérêt général, ce qui l'oblige parfois, prétend-il, à sévir contre certaines ententes ou coalitions économiques qui travaillent pour des intérêts particuliers et nuisent à l'intérêt général.

Cette intervention de l'Etat dans l'économie prend des formes très diverses : ayant la haute main sur la banque d'émission et les grandes banques il intervient souverainement dans les investissements et l'emploi des crédits; par le contrôle des changes, le maniement des barrières douanières, des tarifs fiscaux, il agit sur le commerce extérieur; à l'intérieur, il stocke, subventionne, autorise ici, défend là etc., etc., et comme le chien qui court après sa queue, il croit réaliser un équilibre économique qu'il baptise tantôt stabilisation dans l'expansion tantôt expansion dans la stabilité. Au moment où j'écris, il met au point un plan de quatre ans dont nous aurons certainement l'occasion de parler. Mais son intervention la plus spectaculaire, parce qu'elle affecte directement, dans l'immédiat, le sort de millions de travailleurs, c'est sont dirigisme des salaires car, dans ce domaine, il décide comme législateur et comme patron. Entre autres projets il sera question de l'intéressement des salariés aux entreprises publiques ou privées. C'est la tarte à la crème des princes qui sont au pouvoir. Ils croient par là régler les conflits entre employeurs et employés et en même temps toute la question sociale. Voyons cela de près.

par J. FONTAINE

Pour bien comprendre la question, il faut aller, comme on dit, sur les lieux et raisonner sur la marche d'une entreprise. Chacun sait que le but d'une entreprise individuelle ou collective, c'est de gagner de l'argent. Chaque année l'entreprise établit un bilan : d'un côté l'actif, de l'autre le passif. La différence constitue les bénéfices ou profits. Que deviennent ces profits ? Où vont-ils ? Qui les empochent ? Qu'on réponde à ces trois questions, comme on voudra, trois parties sont ou peuvent être prenantes a) Les patrons, les propriétaires de l'entreprise; b) les salariés, c'est-à-dire les ouvriers, les cadres les directeurs; c) Les clients, acheteurs des produits fabriqués par l'entreprise c'est-à-dire les consommateurs.

Depuis toujours, on peut dire que les profits sont considérés comme propriété exclusive des entreprises; pour la presque unanimité de l'opinion publique, il est même impensable qu'il puisse en être autrement. Et cependant c'est une erreur. C'est au nom de ce faux principe que cette même opinion publique reconnaît que les salariés qui sont pour une grande part dans la production du profit, devraient être partie prenante au même titre que les patrons ou autres possédants dans la répartition de ce pro-

suite page 3

PROPOS D'UN VIEIL ENSEIGNANT

Les examens scolaires: arbitraires et contraints

UNE fin d'année scolaire semblable à toutes celles que j'ai vécues depuis vingt-cinq années d'enseignement dans des classes terminales du Premier Degré.

Les essaims d'enfants, d'adolescents, de jeunes étudiants qui, aux portes des écoles, des lycées, des facultés ponctuent leur énervement par des pas frissonnants, des rires crispés, des cris explosifs... Qu'il espère l'humble certificat d'études ou l'archaïque baccalauréat, le plus désinvolte ne résiste guère à une fébrilité exceptionnelle. Certains savent que leur destin peut être fixé par les additions d'un secrétariat anonyme et neutre.

La plupart se sentent vaguement comptables de l'honneur des maîtres et du prestige des familles. D'autres entendent déjà les sempiternelles objurgations, les solennelles imprécations : « Vous n'avez que ce que vous méritez... Ah ! si vous aviez travaillé... Il fallait y penser avant l'échéance. De mon temps... on n'aurait pas osé jouer une partie de foot, l'année de l'examen... A ton âge, je travaillais déjà pour gagner ma vie... tu ne tiens pas compte des sacrifices que... ! ! etc., etc.

La jeunesse d'aujourd'hui n'est ni meilleure, ni pire que celle d'autrefois. Le simple bon sens justifie certains des reproches qu'on lui adresse. Ce qui est grave, c'est que dans la majorité des cas, le jugement dépende des résultats d'une loterie qui ne fournit aucun élément d'appréciation équitable sur l'intelligence, la volonté, la personnalité, l'effort des élus... et des réprouvés.

L'épreuve littéraire — rédaction, composition, dissertation — parce qu'elle ne mesure pas seulement l'acquisition de connaissances, les ressources de la mémoire et les chances du tirage au sort, devrait permettre un repérage des possibilités intellectuelles et des dons personnels.

Hélas ! C'est là que « l'aléa » détériore le plus la valeur des résultats. La dissertation littéraire ou philosophique au bachot se tient-elle dans les limites du cours professé ? La question a-t-elle été traitée pendant l'année, avec suffisamment d'érudition et de conviction ? Alors, on peut espérer le succès, si toutefois le correcteur appartient à la même tendance, se soumet aux mêmes valeurs, aux mêmes hiérarchies que le professeur. Sinon... Vadius fera payer aux disciples de Trissotin les offenses de celui-ci.

Ne soyons pas inutilement agressifs. S'il est encore trop de mandarins, il reste peu de pédants dans le corps enseignant. Il n'en est pas moins vrai qu'en toutes les disciplines, l'épreuve sanctionne la préparation du candidat, sans déceler si l'insuffisance tient de la faiblesse du « préparé » ou des carences du « préparateur ».

Cependant, aux deux parties du baccalauréat, l'épreuve littéraire ou philosophique propose un choix entre trois sujets. Et on doit noter un sérieux effort pour sortir des habitudes poussiéreuses. Il est aujourd'hui des textes qui attirent l'attention sur des aspirations modernes, sur les tendances actuelles, sur les ambitions intellectuelles et morales de la jeunesse. Les candidats les plus habiles craignent cependant la confrontation de leurs idées avec les partis-pris plus ou moins respectables d'un correcteur unique qui décidera souverainement, dans l'isolement de ses certitudes, de la valeur de leur copie.

Est-on mieux partagé, lors des examens de fin de troisième, de fin du premier cycle ? De ces adolescents de 14 à 16 ans, on pourrait espérer par la composition française une révélation plus maladroite peut-être, mais aussi plus sincère. Le sujet unique est strictement limité. Il touche à la puérilité moralisante : « Commenter par des exemples, deux vers de La Fontaine : *Garde-toi tant que tu vivras, de juger les gens sur la mine* » (B.E.P.C. de l'Académie de Paris, juin 1961). Par une contradiction qui souligne l'inconséquence du choix, les mêmes élèves aux concours qu'ils doivent subir, auront à discuter des pensées originales et profondes d'Alain, André Siegfried, Antoine de Saint-Exupéry, etc...

Au cours des débats préalables aux corrections, une commission de spécialistes tente, par la confrontation de plusieurs copies d'établir des normes. Ce n'est pas un vain bavardage. La compétence pédagogique s'y manifeste et chacun s'efforce à la scrupuleuse impartialité. Pourtant, c'est toujours la majorité — sinon la minorité de faveur qui détermine la note — jamais l'unanimité. Le vote peut trancher sur des écarts de quatre ou cinq points. Quelquefois un point en plus ou en moins entraîne une longue controverse. Or, pour 400 copies sur 410, cette délibération réduite à quelques minutes n'agite que la pensée ou l'arrière pensée du correcteur...

∴

La compétition nous heurte en son principe même : « que le meilleur gagne ! » Cette devise sportive ne nous plaît guère. La performance implique toujours un déséquilibre biologique. Mais elle est, en général, loyale parce que son résultat correspond exactement à l'idée qu'on s'en fait et relativement au but fixé, acquiert une valeur absolue. Dans un examen scolaire, c'est un enchevêtrement de « relativités », une opération complexe sur de multiples rapports. Le *meilleur* candidat exige la *meilleure* préparation, le *meilleur* correcteur, le *meilleur* sujet pour le *meilleur* élève, le *meilleur* jour pour le candidat et pour le correcteur... Encore cette performance est-elle localisée dans le temps. Le meilleur candidat cette année aurait été surclassé l'année dernière ou le serait une année prochaine. Que de majors de promotions se perdent, dès que leurs lauriers sont fanés, dans la médiocrité la plus vulgaire !

J'entends l'objection. Les résultats correspondent exactement aux prévisions des maîtres. Ce n'est que partiellement vrai. On ne prévoit avec une certitude chancelante que 10 à 25 % des succès et des échecs. Pour 75 % des candidats, un destin aveugle tire la boule noire ou la blanche. Mais si le palmarès scolaire coïncidait exactement avec le classement de l'examen, notre condamnation en serait alourdie. Une classe à examen, c'est dans la majorité des cas, une fabrique de candidats robots. On a renversé la relation fondamentale. On admettrait à la rigueur un examen mesurant le niveau atteint, compte tenu des éléments engagés au départ. Mais quels que soient ces éléments, il faut atteindre un niveau fixé arbitrairement. Et naturellement, ceux que l'émotion des épreuves trouble le plus dangereusement (comme toute notation brutale) ce sont les plus scrupuleux, les plus sensibles, souvent les plus intelligents.

Vous croyez que j'exagère... Soyez assurés que personne ne nie l'arbitraire d'examens et de concours dont les épreuves... relatives ont souvent hélas ! un effet... absolu et définitif. La plupart pensent qu'il s'agit là d'un mal nécessaire. A la base, il y a la confusion des buts. Tout examen résume des résultats « essentiellement différents ». Il s'agit d'évaluer un bilan de connaissances et de mesurer un développement intellectuel et d'apprécier des aptitudes et de sélectionner des capacités. C'est là le mal fondamental. On additionne des mètres, des litres, des pommes et des fagots...

Quant à la nécessité, elle est niée formellement par les pédagogues les plus éminents et les plus audacieux. Le projet de réforme de l'enseignement voté par la C.G.T. en 1933, approuvé par *la Fédération syndicale internationale*, construisait l'école unique en quatre étages correspondant chacun à une des périodes du développement : première enfance ; période prépubère ; puberté en formation ; période adulte (avec enseignement commun pour les deux premières périodes et une partie de la troisième). Il rejetait totalement l'idée de sélection.

Les examens sont formellement supprimés dans le plan d'Alger (1944) ; le projet de la revue *Esprit* (1944) ; le projet établi en 1947 par la Commission Langevin...

∴

La nécessité des examens apparaît au contraire incontestable, impérative et presque mystique... aux « *mandarins* » qui entendent perpétuer une aristocratie d'initiés aux *conservateurs* qui veulent sanctionner l'originalité personnelle, maintenir une rigoureuse échelle de valeurs, prévenir les risques de l'imprévisible, de l'anticipation audacieuse — aux *dispensateurs de crédits* qui ne veulent pas construire selon les besoins mais subordonner les besoins aux constructions insuffisantes ; aux *politiques* qui veulent garder la faculté d'orienter l'enseignement par un choix tendancieux des épreuves obligatoires.

Ceux-là sont les éternels ennemis des syndicalistes universitaires et des éducateurs désintéressés. Raison de plus pour abolir un mal, nécessaire aux suppôts des maux dont nous souffrons.

par **ROGER HAGNAUER**

DANS LES BOITES

Depuis quelque temps déjà, et plus particulièrement depuis que le préavis de licenciement est porté à un mois dans l'industrie, on assiste à de bien curieuses tractations.

Des patrons qui jugent de leur intérêt le départ de tel ou tel meneur de leur entreprise se répandent, auprès des gêneurs, en propos amènes de ce genre : « Le travail commence à manquer, ici vous savez, nous ne voulons mettre personne dans l'embarras, la maison Truc, qui a présentement de grosses commandes, pourrait vous employer en attendant ».

∴

Le gars qui a accepté se voit « remercier » au bout de huit jours par la maison Truc qui se déclare insatisfaite du travail fourni. Le tour est joué, le gêneur s'en va sans préavis. La maison Chose rendra, à l'occasion, le même service à Truc.

Ceci est un petit exemple de ce que nos paternalistes appellent « collaboration de classes ». Il reste aux militants d'être vigilants et de mettre en garde l'ensemble des compagnons.

J.F.S.

Dictature éternelle

(SUITE DE LA PAGE 1)

d'une volonté de lutte efficace, agissant en dépit de tous les obstacles, soutenue par tous les partisans de la liberté sans distinction.

Pour que cette force puisse mener une action capable de déclencher la révolte latente du pays, pour que cette force puisse entreprendre une vraie offensive contre la dictature qui n'a jamais cessé de nous menacer, nous aussi, de l'autre côté des Pyrénées, et pour que l'offensive puisse être continuée, malgré la contre-attaque du redoutable ennemi de ce peuple qui mérite tant sa liberté, il faut que nous soyions tous solidaires et que notre solidarité se manifeste par des actes et par une aide matérielle efficace.

Jacqueline FERRIER

(1) « La Gauche » de Bruxelles; « El Nacional », « La Esfera », de Caracas; « Espana Libre » de Sao Paulo; « CNT », « El Popular », « Diario de la Tarde », de Mexique; « Carteles », de La Havane; et les postes-émetteurs « Radio Rumbos » et « Radio Continente » du Venezuela.

(2) « Le Monde Libertaire », « Solidaridad Obrera », « Bolekadi », « La Batalla », « UNO », tin de la Oficina de Prensa Euz « La Vérité des Travailleurs », « C.S.I. » (Correspondance Socialiste Internationale « Democracia Socialista ».

L'ESPAGNE dans le monde actuel

(SUITE DE LA PAGE 1)

Mais dans le contexte actuel, le monde ne pouvait pas plus ignorer l'Espagne en tant que puissance que celle-ci ne pouvait résister à l'asphyxie à laquelle la condamnait li'solement économique.

Par une longue suite d'accords, plus ou moins officieux, l'Espagne a fait sa rentrée sur le plan international et se rapproche du bloc occidental, évidemment: nomination d'ambassadeurs, installation de bases américaines, facilités accordées aux investissements de capitaux étrangers, signature d'accords culturels et commerciaux (1). Ceci n'est que le prélude à une entrée beaucoup plus officielle dans les organismes tels que O.T.A.N., organisations européennes économiques, etc. En fait, les occidentaux désirent intégrer beaucoup plus étroitement et officiellement l'Espagne à leur bloc, si sa position stratégique est devenue quelque peu secondaire, économiquement elle offre de nombreuses possibilités que les industriels, spécialement américains et allemands, sont décidés à exploiter. D'autre part la compétition entre les deux blocs les conduit à essayer de regrouper autour d'eux, ou d'arracher à l'autre, le plus grand nombre possible de puissances, même si celles-ci ne représentent pas grand-chose, ce qui est le cas de l'Espagne, ou de Cuba. Franco ne semble pas pressé d'entrer dans le système; c'est pour lui un impératif d'ordre économique mais cela présente quelques dangers: les Américains semblent décidés à obtenir une légère libéralisation du régime, l'intégration dans le système économique européen ne peut se faire sans une certaine augmentation du niveau de vie moyen en Espagne ou sans certain danger d'agitation sociale et politique et il peut être plus payant pour Franco de ne paraître pas trop pressé ou de tenter quelque nouvelle formule de neutralisme. En outre les occidentaux désireraient que Franco prévoit l'évolution ultérieure du régime, afin d'éviter qu'à la suite du changement inéluctable pour les années à venir une Espagne rénovée ne soit tentée par le neutralisme, que ne peut choisir Franco.

En effet, les dictateurs n'échappent pas à la règle commune, ils sont mortels, or, en 25 années, Franco a vieilli et l'Espagne va se trouver devant un problème dynastique: qui succèdera à Franco? Celui-ci vient d'affirmer: « Le mouvement doit succéder à lui-même », ce qui ne veut rien dire. Royauté, République ? Evolution ou révolution? Franco a toujours affirmé préparer la restauration de la monarchie, mais n'a jamais franchi le stade des promesses; la succession reste donc toujours ouverte. C'est une Espagne différente qui va vivre cette mutation. Une génération nouvelle est arrivée à l'âge adulte sur qui ne pèse pas les souvenirs de la guerre qui n'est déjà pour elle que de l'histoire, une génération qui n'a pas été politisée mais qui sait qu'ailleurs l'injustice et la misère peuvent être moins criantes et pour qui l'au-delà des Pyrénées représente une sorte d'Eldorado.

Dans la lutte pour la succession, les monarchistes sont incontestablement mieux placés que les républicains. Ils ont l'appui plus ou moins solide de Franco, ils représentent pour les modérés espagnols, le régime qui peut amener l'Espagne à une évolution plus rapide, mais sans risque de bouleversements radicaux, ils ont l'extrême avantage d'être un parti en place alors que les républicains vivent depuis vingt ans en exil, coupés de toutes racines profondes dans la Péninsule où ceux qui sont restés ne peuvent s'affirmer comme tels et forment des groupes isolés, pratiquement sans liens entre eux.

Quel rôle peuvent jouer les travailleurs espagnols ? Dans l'immédiat nul. Il n'ont pas à compter sur l'appui du monde ouvrier qui ne se soucie nullement d'eux et avec lequel il n'y a aucun contact. Le régime lui importe peu si son sort s'améliore. Un espoir, il a déjà réappris à dire non, puisque des grèves ont été osées. Ce que peuvent pour eux les mouvements de l'exil, qui n'ont aucun espoir de participer au changement qui se prépare, et les militants ouvriers, qui n'ont pas oublié ce que l'Espagne a été : maintenir, créer, développer les contacts, réapprendre au peuple espagnol qu'il est une force, qu'à l'internationale des gouvernements doit répondre une internationale ouvrière. C'est un travail de longue haleine.

(1) Mêmes les Russes semblent ne pas dédaigner de vendre leur pétrole à Franco !

Syndicalisme de trêve corporatisme de combat

Survolté par une atroce inquiétude, M. Debré (Michel), Premier ministre « gouverné », a alerté M. Georges Villiers, président du Conseil National du Patronat français (C.N.P.F.)

Par une lettre du 6 mars dernier, il ordonnait aux chefs d'entreprises de limiter à 4 % le rythme des augmentations de salaires.

Selon lui, dans des secteurs et pour certaines régions, la hausse des salaires a dépassé les progrès et les **profits** (sic) de la productivité. Ces errements constituaient une double menace d'ordre économique et social. Le Plan (« ce gigantesque renouvellement en cours », comme dit modestement le grand Charles), risquait ainsi de s'effondrer.

Devant une aussi angoissante perspective le C.N.P.F. a demandé formellement aux employeurs d'appliquer la consigne gouvernementale.

Pas régulier M. Georges Villiers. En rendant publique cette lettre Debré, il a « débiné le truc ». C'est une violation des lois du milieu, en général très discret, du monde des « Affaires ».

Cette publicité vraiment fâcheuse, a provoqué quelques remous. Des organisations syndicales ont fort courtoisement protesté. Par hasard et pour la forme.

En d'autres temps, cette collusion, officiellement déclarée et cyniquement affichée, aurait fait du bruit. Maintenant, c'est différent. On a de bonnes manières. « On » est pas des paysans bretons, voyons !

... En lisant cette fameuse lettre et le communiqué de la C.N.P.F. ma première réaction fut positive, mais banalement saine : « Les salauds »... Net. Precis...

Puis, à la réflexion, je fus pris d'inquiétude, comme ces Messieurs. Nous savons tous que : la « PATRIE », c'est les « Affaires » ; alors si ces dernières ne pouvaient supporter plus de 4 % de revalorisation de salaires, dans l'année, ça allait mal ! La **Nation** était en danger et le **Plan, aussi**. Connaissant le Patriotisme « éclairé » de nos gouvernants et de notre patronat, il n'en fallait pas douter.

Angoissé, j'ai fiévreusement fouillé dans mes « archives » économiques et financières pour me rendre compte...

Après cette saine lecture des résultats du bilan de grosses sociétés ; avec la cotation ascendante de leurs actions en Bourse, j'ai retrouvé le sourire. Il y a de l'optimisme fervent et persistant dans ce temple religieux du veau d'or. « Le développement des investissements étrangers en France ». « L'afflux des capitaux sur le marché de Paris, provenant souvent, de rapatriement massifs d'Algérie », c'est bon tout ça !

Après avoir pris connaissance des chiffres d'affaires (officiels) de puissants établissements, de leurs bénéfices nets (déclarés), des dividendes augmentés, de la distribution gratuite d'actions, etc... etc... on se dit que, tout de même, il y en a qui ne s'embêtent pas...

Pour eux, il n'y a pas de : 4 % à craindre...

M. Debré (Michel) exagère. Il en raconte de « bien bonnes », que nous trouvons mauvaises.

oOo

Si la place ne manquait pas dans « Le Monde Libertaire », il serait intéressant d'y présenter les résultats du bilan de dizaines de sociétés, exercise 1960... Il y a plus de 500 grosses firmes ! Toutes sont en pleine expansion... Parole !

C'est bien instructif une telle documentation et ça explique tant de choses !

La Banque de Paris et des Pays Bas » (une vieille connaissance) est optimiste à bon droit. Dans le rapport présenté à son Assemblée générale ordinaire du 18 mai dernier, elle déclare : « Cette année 1960 a montré, une fois de plus, qu'il n'y avait pas incompatibilité entre la prospérité économique et la stabilité monétaire »... « c'est un impératif absolu pour la France de poursuivre résolument une politique d'expansion sans rien sacrifier de la rigueur financière qui a permis le magnifique redressement réalisé » etc...

Sous le couvert de la politique actuelle, par les directives du plan, une immense concentration capitaliste s'opère. Des fusions se font entre sociétés, ou groupes. Ce mouvement se développe rapidement, surtout au profit des magasins à succursales multiples. En décembre 1960, dans la Seine, 770 détaillants indépendants ont cessé leur commerce. 1.100 points de vente nouveaux ont été créés par les « succursalités ».

Banques et sociétés coloniales (« Française de l'Afrique occidentale », Société commerciale de l'Ouest africain ») donnent leur concours financier à cette orientation nouvelle de la distribution.

Un autre exemple, dans un domaine différent, **Saint-Gobain** produit la moitié de la verrerie en Europe. C'est aussi le premier producteur d'engrais en France. Est étroitement associé à Péchiney d'une part et Shell d'autre part (matières plastiques et industrie pétrochimique). A une filiale, en plein développement : La Cellulose du Pin » qui vient d'absorber : « Les Papeteries de Roquefort » et « La Landaise de la Cellulose ». (Le chiffre d'affaires de la « Cellulose du Pin » : 47 million NF en 1959 et **93 millions NF en 1960**).

Saint-Gobain contrôle ainsi une grande partie de l'Industrie papetière. Saint-Gobain assure son concours à l'industrie nucléaire et fabrique, en association, avec d'autres firmes, différents types de combustibles nucléaires. Prête son concours au commissariat à l'énergie atomique.

Après ça, comme dit Charles le Grand : « Vous voyez ce que je veux dire »...

Les supermarchés sont encore une autre forme de concentration ; mais il y aurait tant à dire.

Le plan permet donc et favorise les grosses affaires, les grands investissements, avec de considérables bénéfices. De plus le Marché Commun offre des possibilités immenses et nos capitalistes sont de fervents Européens...

Du côté entreprises privées donc situation florissante et les investissements ne manqueront pas pour l'expansion !

Mais la situation générale de la France ?

Ne tenons pas compte des discours du grand Charles à ce sujet. Ils sont toujours prodigieusement optimistes. Mais c'est tout... Nous savons le dédain qu'il a pour « l'Intendance ». Il n'y comprend, visiblement, rien et cela tient à son origine première puisque : militaire.

Par contre ses ministres, ses experts, ses techniciens économiques et financiers sont unanimes : Tout va très bien. Prenons au hasard des déclarations. Nos réserves monétaires se sont ac- à 2.605,7 millions de dollars, no- en mai dernier. Elles s'élevaient à 2.605, millions de dollars. Notre encaisse or (L'U.R.S.S. étant notre meilleur fournisseur actuel) était de 875,5 millions de dollars, etc... etc... quel trésor, mon trésor de Baumgartner. Notre commerce extérieur est excédentaire de 220 millions de NF en mai etc. etc...

La commission des comptes affirme que la France est en bonne santé ! Nos banques aussi ! D'ailleurs s'il en était autrement on ne gaspillerait pas des millions NF en beaux voyages, réceptions grandioses, manifestations spectaculaires...

Nous n'aurions pas une politique de grandeur et de force de frappe, d'autant plus magnifique qu'elle est intégralement inutile. Tout de même si les Russes ont Gagarine nous avons, nous, beaucoup mieux : Hector, qui a fait un bond dans l'espace de 100 km, au moins. Notre rat national vient même d'être père pour la quatrième fois ! Tout ce prestige, c'est payant.

Debré est pessimiste et ordonne le 4 % de hausse, pas plus, pour les salaires. Il a peur pour son plan ! Pas pour nous. Preuves en mains, tous comptes faits, l'Etat et le Patronat réunis peuvent faire un plus gros effort ! Il y a des ressources. Que se passe-t-il du côté des travailleurs et des confédérations que nous appelons encore « syndicales ? »

Ce n'est pas brillant. Les conditions de vie sont mauvaises. Trois millions de vieux vivent dans l'indigence, s'éteignent lentement. Les retraités A.S. ou des Administrations vivotent lamentablement. (Les retraités militaires et de l'ordre faisant exception). La Sécurité Sociale est un scandale. Les lois sociales sont violées, le patronat (avec la complicité tacite, souvent du personnel) se comportant à sa guise ou selon ses intérêts. Les travailleurs sont payés surtout de promesses, arrosées de discours... Certains d'entre eux n'ont même pas, pratiquement, le SMIG. Les libertés syndicales sont menacées. La réquisition est une des armes de l'article 16. L'enseignement laïque est sacrifié au profit du privé. Nos maîtres, professeurs, universitaires protestent dans le désert... Les vieux sont sacrifiés, mais les jeunes ?

Les confédérations s'agitent sans troubler le Pouvoir, à cause de l'Algérie et des espoirs de Paix !... Elles n'ont rien fait ou presque pour faire arrêter cette guerre, nettement impérialiste et qui ne se prolonge qu'à cause d'intérêts économiques puissants.

Leur action se résume à des grèves démonstratives, d'avertissement, souvent de quelques heures. De démarches près des autorités. De revendications mendigotes et larmoyantes. Le retour aux 40 heures étant la plus audacieuse !

Tout cela en ordre dispersé, sans liaison de Fédération à Fédération, sans éclat... sur la pointe des pieds.

Tout de même, il y a quelques mois, ça nous paraissait prendre tournure. Les grèves prenaient de l'ampleur, surtout chez les enseignants, les étatisés, les fonctionnaires. Puis ce fut le putch d'Alger. La défense des libertés. Donc l'arrêt des mouvements revendicatifs. Et ce fut aussi l'article 16 et la menace des réquisitions... Depuis, c'est « la trêve » pour discuter dans la sérénité (sic) à cause d'Evian... Seul le secteur privé à de petits remous locaux.

Pendant ce temps, Debré et le patronat, ne perdent pas leur temps. Les affaires ne chôment pas. **Il y a mieux nos dirigeants et maîtres préparent un nouveau plan.** Cette fois c'est du sérieux.

Jugez. Des commissions sont à l'étude. Les directives sont données : Production 24 % de plus de 1962 à 1965. Progression des investissements publics et privés (plus de 40 % sur 1961).

M. Massé, commissaire général, s'est empressé de confirmer, implicitement, que le coup du 4 % serait de règle pour les hausses de salaires... Citons textuellement : « Si les salaires publics ou privés doivent être soumis à une discipline, à un **réglage**, cela n'est concevable que dans la mesure où les revenus du capital sont, eux aussi, soumis à un réglage **volontaire** ».

Ainsi les salaires subiront un réglage **forcé** et pour les rentes, dividendes, profits, il sera **volontaire** !

Autres décisions. Pour assurer le succès du Plan, nous serons obligatoirement mis en condition par : brochures, télévision, films documentaires. Des cours sont prévus dans les programmes scolaires des enseignements : le primaire et le secondaire.

par **F. DELURET**

San-Francisco-Moscou

Ils étaient vingt-sept, vingt sept hommes d'un autre temps. vingt-sept hommes d'un autre univers, partis — non pour conquérir le monde — mais pour conquérir le monde à la Paix. Vingt-sept hommes qui prétendaient faire entendre la protestation muette de millions et de millions d'êtres humains contre l'imbécile fabrication de toutes les armes et des armes nucléaires en particulier, quelle que soit l'imbécile nation qui en soit l'auteur.

Ils étaient vingt-sept qui, partis du Pacifique traversèrent les U.S.A. dans une marche symbolique en brandissant des pancartes rappelant l'objet et le but de leur périple.

Si leur tenace équipée se poursuivit sans encombre de San Francisco à New-York, s'ils trouvèrent en Angleterre un accueil chaleureux et la participation de milliers de pacifistes les accompagnant dans leur marche interminable, si la police se contenta de les suivre et de les surveiller dans le nouveau monde, comme au Royaume Uni, leurs malheurs devaient commencer au pays de la Liberté !

Au Havre on leur refuse de débarquer, ils se jettent du bateau à la nage, la police — avec la douceur que l'on sait — les récupère et leur interdit de poursuivre.

Mais les pacifistes français entendent assurer le relais du Havre à la frontière belge par la capitale, et ils se heurteront durant ce périple aux forces de l'ordre (?) qui leur interdiront le passage et les boucleront, il ne feront que quelques kilomètres de St-Germain à Rueil, et que quelques centaines de mètres dans l'avenue des Champs Elysées, cependant avec la ferme assurance de ceux qui veulent la Paix, ils poursuivront leur route même en France !

Heureux pays que le nôtre, où ils se trouvent encore des imbéciles pour proclamer que nous sommes la nation du monde où il y a le plus de libertés, sans s'apercevoir à quel point nous nous rendons haïssable au reste de l'univers. Heureuse police que la nôtre qui n'a d'autre chose à faire que de séquestrer les dangereux individus proclamant la nécessité de la Paix et de l'arrêt des expériences atomiques réalisées sous l'égide de la grandeur et de la leucémie.

Pour que l'Etat et la magistrature ne trouvent pas d'autre tâches à accomplir pour que l'exécutif et le législatif n'aient d'autres soucis, cela dit mieux que tous les discours le calme qui règne sur cette heureuse terre et combien les troubles de toute nature sont aplanis qu'il s'agisse du problème des salaires, de la solution algérienne, ou des rapports existants entre les populations paysannes et le gouvernement.

Je ne sais quel sort vous attend, marcheurs de la Paix, quels obstacles vous allez trouver en chemin dans le vieux monde, à quelles frontières et à quelles frontières des préjugés et de la bêtise nationale vous allez vous heurter lorsque vous aurez quitter votre sol.

J'espère pour vous que vous y trouverez meilleur accueil que sur cette terre qui vit naître « la déclaration des droits de l'homme ».

Ils étaient vingt-sept hommes, vingt-sept hommes dont j'ignore les noms, mais à qui il suffira de dire : « J'étais de ceux-là » pour inspirer l'admiration et la solidarité de tout ce qui reste humain sur cette terre.

par **HEMEL**

SOUSCRIPTION

Sommes reçues du 19 mai au 24 juin

Gilbert A., 3,00 ; Laberche, 10,00 ; Lapeyre Aristide, 2 200,00 ; Annette, 10,00 ; Volleau, 2,00 ; Aubin, 1,50 ; Respaut, 4,50 ; Kremer, 5,00 ; Legros, 1,50 ; Prévotel Marc, ; 15,00 ; Groupe Versailles, 6,00 ; Vaillant R , 1,50 ; Thierry C., 4,50 ; Serra, 4,50 ; Groupe Commentry, 4,50 ; Espérantistes, 8,00 ; Farichon, 4,00 ; Miloud, 5,00 ; Delanoy, 4,00 ; Roche, 1,00 ; Sévère, 2,00 ; Lantuejoul, 2,50 ; Bouvaret, 4,50 ; Girard M., 4,50 ; Hautemulle, 10,00 ; Groupe Alfortville, 115,00 ; Groupe Louise Michel, 250,00 ; Mahé Jean, 2,50 ; Un ancien des Temps Noueaux, 2,00.

Effervescence chez Renault

La lettre de Dreyfus, directeur de la régie Renault, annonçant aux travailleurs que les résultats financiers de l'exercice 1960, l'empêchaient de répartir entre le personnel une partie des bénéfices, vient secouer la torpeur qui depuis de longs mois paralysait l'action ouvrière. C'est instinctivement que les travailleurs ont réagi contre l'agression et cette réaction a rapidement pris une ampleur considérable. Des débrayages ont eu lieu aussitôt, qui ont été en s'accentuant, réunissant des milliers d'ouvriers. Des camions, des chariots ont été installés de manière à bloquer les communications entre les divers départements.

Les syndicats qui avaient essayé de le contrôler, en organisant des grèves par catégorie et strictement limitées ont été débordés par l'ampleur d'un mouvement qui englobe toute l'usine, qui a ses répercussions à Flins, et qui est vraiment unitaire car il comprend les mensuels et les cadres. La C.G.T. suivant une habitude, que nous lui connaissons vient de publier un tract, où elle parle « de l'énervement des travailleurs » et des « gesticulations » des éléments irresponsables. Ainsi ces gens qui ne savent rien prévoir, se préoccupent une fois de plus de l'aspect politique de la lutte engagée, même si cet aspect politique dessert la cause de tout le personnel profondément engagé dans la bataille.

Les travailleurs réclament une répartition des bénéfices « réels » de l'entreprise camouflés en déficit à l'aide de savantes opérations comptables et également les quatre semaines de vacances qui est la revendication centrale des travailleurs de toutes les industries.

Nous suivrons de très près les événements de chez Renault auxquels des camarades anarchistes son mêlés. Nous recommandons aux travailleurs de l'usine qui se sentent isolés de prendre contact avec eux soit au département 14, soit par l'intermédiaire du siège de notre journal (3, rue Tenaux, Paris 11). Cette nouvelle affaire Renault, reste un exemple du caractère faussement social d'un système qui cumule les tares du régime étatique et du capitalisme traditionnel. Aujourd'hui, Dreyfus menace, après avoir supprimé d'un trait de plume une partie importante du salaire annuel de son personnel et les travailleurs ont été obligés de se jeter dans la lutte. Voilà bien le vrai visage de ces formes d'organisations du travail qui se prétendent d'intérêt national et qui proclament leur volonté de faire participer les ouvriers aux bénéfices. Ce sont simplement des organismes de camouflage des intérêts, d'une oligarchie.

Les travailleurs doivent répondre coup pour coup, rejeter toute forme de régie mixte et proclamer leur volonté d'instaurer à la place une gestion ouvrière directe, c'est-à-dire émanant du personnel de l'entreprise.

La Commission Syndicale de la F.A.

VIE DE LA FÉDÉRATION

RÉGION PARISIENNE

Les groupes de « tendance anarchiste-communiste » suivants de la Région parisienne :

Elisée Reclus - Paris-Centre - Kronstadt - Cercle des Etudiants libertaires, tiendront une permanence tous les samedis de 16 h à 19 h, 3, rue Ternaux.

GROUPE ANARCHISTE DE MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, de 18 h. 30 à 20 h., 12, rue Pavillon, 2e étage.

MAISONS-ALFORT ET ENVIRONS. — Groupe Anarchiste, réunion chaque samedi. Renseignements au siège, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

GROUPE LIBERTAIRE LES EGAUX (personnel de la Sécurité sociale).

ASNIERES. — Groupe Anarchiste : Salle du Centre administratif (deuxième et quatrième mercredis).

GROUPE ANGERS-TRELAZE. — Réunion deuxième mercredi du mois à 20 h. 30, au lieu habituel.
Bibliothèque et librairie.

Le groupe « Les Amitiés internationales » assure une permanence chaque samedi, de 17 h. à 19 h., même pendant la période des vacances.

Comité de relations de la F.A.

Réunion 1er mercredi de chaque mois, à 19 heures, 3, rue Ternaux, Paris (XIme).
Renseignements même adresse.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

Les militants du Groupe Louise-Michel organisent, **Samedi 8 juillet, à 21 heures précises,** dans leur local, à Montmartre, **leur Fête fraternelle annuelle.** Tous les militants sont priés d'être à l'heure.

MARSEILLE. — Groupe de jeunes libertaires. S'adresser à : Blanco René, 100, avenue Frédéric-Mistral, Plan de Cuques (B.-du-R.).

AIX-EN-PROVENCE. — Groupe libertaire. — S'adresser à José Barrachina, Clos des Fleurs, Bt. A, 41, avenue P.-Solari.

GROUPE DES AMIS DU MONDE LIBERTAIRE, à Commentry. — Prière de prendre contact avec le camarade Malfant, boulevard Rambourg, à Commentry.

GROUPE LIBERTAIRE DE SAINTES. — Prière de prendre contact avec le camarade Georges Auzanneau, route de Marennes, à Saintes.

LYON. — Groupe Durutti : permanence tous les samedis de 17 à 19 h. Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, Lyon (3e). Renseignements et adhésions.

BORDEAUX. — Groupe Anarchiste « Sébastien-Faure » : s'adresser à Joachim Sallamero, 70, rue Lecocq, Bordeaux.

GROUPE LIBERTAIRE DE GIVORS. — Pour tous renseignements s'adresser à G. Dartois, Chemin des Charmes, à Grigny (Rhône).

LILLE. — Groupe anarchiste « La Commune Libertaire » : C.N.T., S.I.A., espérantistes-révolutionnaires. S'adresser à : Paul DESIETER, rue Boucher-de-Perthes, 6, cité de la Digue, Lille (Nord).

ST-ETIENNE (Union des groupes). — Sous la liaison de « L'Anar », réunion commune des Groupes « Sébastien-Faure », R.A.D.A.R., S.I.A., C.N.T.. Le deuxième samedi du mois. Renseignements : Secrétariat : A. POIZAT, 20, rue Edgar-Quinet, Saint-Etienne (Loire).

NANTES. — Groupe Anarcho-Syndicaliste « Fernand Pelloutier ». Pour tout renseignement s'adresser : pour Nantes, à Mahé Serge, 157, chemin Camarel ; pour Nantes Banlieue Sud, à Tréhard Henri, avenue du Mont-Blanc, La Houssais, Rézé-les-Nantes.

CARCASSONNE. — Groupe Han Ryner : Francis Dufour, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

GROUPE LIBERTAIRE DE GRENOBLE. — S'adresser à René Kéravis, 3, rue de Jemmapes, Grenoble.

Les Jeunesses libertaires communiquent à tous les camarades que la Rencontre Internationale annuelle des Jeunes Libertaires se tiendra cette année, du 1er au 31 août au lieu nommé Remoulins, à 3 km du « Pont du Gard », entre Nîmes et Avignon.

LIBRAIRIE

POUR VOS VACANCES ACHETEZ LIVRES ET DISQUES A NOTRE LIBRAIRIE

3, rue Ternaux (11e) - C.C.P. Paris 11 289 15 - Tél. : VOL 34-08
Du 1er au 31 août pendant les congés du permanent :
une permanence sera assurée chaque jour de 18 h. à 19 h. 30
et samedi de 14 h. à 19 h. — Fermée le dimanche

Le directeur de la publication : Maurice LAISANT.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imprimerie René-Boulanger
30, rue René-Boulanger, PARIS-10e

Nécrologies

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons avec peine la mort de notre chère et dévouée camarade Denise FRESNAIS.

A son mari, Roger FRESNAIS, militant du groupe Louise Michel, et à ses enfants, la F.A. et la rédaction du journal manifestent sa tristesse sincère et l'assurance de leur solidarité.

Notre camarade Julian Florestan, de la C.N.T. espagnole, en exil et habitant Royan, « collaborateur connu de la presse libertaire de langue espagnole », a eu la douleur de perdre son fils âgé de 23 ans, dans un stupide accident (noyade). Le groupe de Saintes était représenté aux obsèques, apportant à un camarade frappé douloureusement le soutien fraternel du mouvement anarchiste.

Cette triste rubrique s'allonge d'une perte de plus, celle du vieux camarade Charles Fernand Marchal qui, après avoir longtemps fréquenté nos milieux, se consacrait à la diffusion d'une langue internationale.

A sa compagne, nos condoléances sincères.

Notre camarade ATEO REINERI n'est plus.

Né d'une famille où la tradition libertaire est profondément enracinée, ATEO, militant [illegible]iste de la première heure, était de toutes nos manifestations. Pas d'action publique, pas de meeting sans que sa puissante carrure ne vienne confirmer la solidité de son attachement à notre Fédération.

A un âge où tant d'autres se désintéressent de l'Humain, ATEO était un militant accompli, estimé. Si le mot n'était galvaudé, on pourrait dire qu'il fut exemplaire.

A 27 ans, terrassé par une maladie cruelle, il ne laisse que des amis.

A sa famille, la Fédération Anarchiste et le Monde libertaire adressent leurs sincères condoléances.

LA REDACTION.

La difficulté d'être anarchiste

« ... Nous lutterons contre les préjugés persistants à l'égard de l'anarchisme, nous lutterons contre cette véritable conspiration du silence autour de notre mouvement et ceci en déterminant objectivement le poids réel de notre doctrine dans le combat de l'homme pour son émancipation... »

Lorsque périodiquement le mouvement anarchiste est agité par les remous nés d'une volonté de renouveau, les promoteurs du moment inscrivent en tête de leur programme les intentions premières. En effet, leur naissance trouve ses origines dans la constatation du fait, que le public, ou bien ignore tout de la réalité anarchiste, ou considère cette doctrine comme un ramassis incohérent d'idées et de principes primaires formant une misérable philosophie à prétention sociale. Cette constatation en entraînant une autre, ils recherchent les causes de cet effet non sans avoir au préalable exécuté définitivement, au sens figuré bien sûr, leurs prédécesseurs qu'il est convenu d'appeler « vieilles barbes » oubliant que ceux-là aussi en leur temps, se proposèrent les mêmes objectifs.

Il est bien certain que l'isolement du mouvement et, par conséquent de ses militants, est à la fois la conséquence et à la base de la pauvreté de l'expression et des manifestations de la pensée anarchiste. Dans le passé les tentatives faites pour sortir de cette impasse ont conduit leurs auteurs vers les pires déviations, allant du libéralisme et de la collaboration de classes jusqu'à la découverte d'un néo-marxisme bâtard — les évènements laissent le mouvement saigné à blanc condamné à s'enliser encore davantage de par la passivité verbeuse et sénile des survivants, jusqu'à ce qu'une nouvelle agitation précipite la cyclique poussée de fièvre et la chute qui la suit.

D'aucuns peuvent se satisfaire que quelque chose survive à ce régime de douches écossaises et nous disons bien quelque chose parceque nous ne sommes pas certains de ce qui nous reste et il n'est pas impossible de penser, qu'il y a belle lurette que l'idée anarchiste s'est volatilisée au cours d'une des expériences d'un quelconque apprenti-sorcier libertaire.

Les échecs systématiques des actions originales menées pour la diffusion de nos idées, l'inopérance des méthodes traditionnelles, impliquent-ils une condamnation de l'anarchisme ? Doit-on penser qu'il y a une tare originelle, que l'anarchisme contient des contradictions, une insuffisance, une inéfficacité « sui généris » sans appel ? Nous nous refusons à le croire, car il n'est pas de doctrine qui détermine le plus simplement du monde, sans la moindre ambiguité son but et ses moyens. Au travers de ce que l'on appelle à tort des tendances, se dégage un certain nombre de principes qui font que nous pouvons dire que l'anarchisme est parfaitement et totalement élaboré.

Que l'Etat pour Bakounine soit « ...une institution historique, transitoire, une forme passagère de la société... » «...né dans tous les pays du mariage de la violence, de la rapine, du pillage, en un mot de la guerre et de la conquête avec les Dieux créés successivement par la fantaisie théologique des nations... » que pour Kropotkine ce soit : « une croissance historique qui dans la vie de tous les peuples, est venue à une certaine époque se substituer lentement, peu à peu, aux confédérations libres... » enfin que pour Stirner, l'Etat n'existe que par le fait que l'individu le croit sacré « qu'il n'est pas débarrassé de cette idée erronée que lui, l'Etat, est un *moi* et comme tel une *personne* morale, mystique ou politique... », tous sont unanimes pour dire que l'Etat est la plus puissante et la plus aveugle expression de l'autorité. La notion d'Etat est la cause fondamentale de l'a-société au travers de l'autorité dont il est l'absolu expression, négation même de la liberté et de l'individu.

« L'Etat ne poursuit jamais qu'un but : limiter, enchainer, assujettir l'individu, le subordonner à une généralité quelconque » (1)

« L'Etat c'est l'autorité, c'est la force, c'est l'ostentation et l'infatuation de la force... sa nature n'est point de persuader mais de s'imposer... » (2)

« L'Etat c'est la guerre... la forteresse des riches contre les exploités... il cherchera toujours à renforcer son pouvoir dans toute chose en tuant l'initiative de l'individu et du groupe pour les supplanter par la loi... la forme momentanée de l'Etat ne changeant rien à l'affaire... » (3)

Et le but de tous les anarchistes est la destruction violente et totale de l'Etat.

« Ce n'est que par l'audace arbitraire que l'Etat peut être vaincu... Crime signifie emploi de sa force par l'individu ; ce n'est que par le crime que l'individu peut détruire la puissance de l'Etat... » (4)

« Nous comprenons la Révolution sociale dans le sens du déchainement de ce que l'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions et de la destruction de ce qui dans la même langue s'appelle *l'ordre public*... La Révolution telle que nous l'entendons devra dès le premier jour détruire radicalement et complètement l'Etat et toutes les institutions de l'Etat... » (5)

« Il nous faut la Révolution sociale, c'est-à-dire la prise de possession par le peuple de toute la richesse sociale et l'abolition de tous les pouvoirs... L'instinct de destruction, si naturel et si juste parcequ'il est en même temps l'instinct du renouvellement, trouvera largement à se satisfaire... Ne craignez pas la force... Le peuple abolira lui-même la propriété individuelle par l'expropriation violente... » (6)

Ne trouvez-vous pas que la matière qui nous est offerte est amplement suffisante, qu'il n'est nul besoin d'aller chercher dans d'abstraites spéculations de faux problèmes surtout si on a toujours présente à la mémoire cette phrase de Kropotkine :

(Pour arriver à ce but — la Révolution sociale — il n'y a qu'un moyen) «...c'est l'action, l'action continue, renouvelée sans cesse, des minorités. Le courage, le dévouement, l'esprit de sacrifice, sont aussi contagieux que la poltronerie, la soumission et la panique... » (7)

Alors si la doctrine anarchiste contient de telles forces indiscutables, c'est vers nous qui avons pris la charge de préparer les esprits à la Révolution qu'il faut vous retourner et nous dire : « L'anarchisme, Bakounine, Kropotkine et Stirner n'ont pas les militants qu'ils méritent ».

Au jeu de la préparation à la Révolution sociale le militant anarchiste s'essoufle vite ; d'autant qu'il est déchiré entre le désir d'aboutir et le complexte libertaire. Sceptique quant au contenu et aux possibilités de la Doctrine, parfois ignorant, nous le verrons trop souvent honteux de ce qui peut paraitre aux yeux des masses comme une utopie ou un déferlement sanguinaire ; nous donnant ainsi une impression semblable à celle que l'on ressent devant des parents honteux de leur enfant infirme. Mais où est l'infirmité ? Elle est chez ceux qui n'ayant pas la force intérieure nécessaire, recherchent dans des accomodements, des compromissions, des adaptations, une solution à ce qu'ils croient être l'insuffisance de l'anarchisme et qui n'est en fait que l'expression de leur propre pauvreté. Velleitaires de tout poil, éternellement soucieux de « repenser » l'anarchisme ils produisent à grande cadence les plus invraisemblables formules ou leur suffisance n'a d'égale que leur infantilisme, prouvant ainsi qu'en refaisant l'anarchisme, il le rejette tout entier, même s'ils s'en réclament encore.

Ou bien enfermé dans un conservatisme morbide, certains par une précoce sénilité se transforment en gardiens de la foi, drapés dans une religiosité mystico-fétichiste, née dans la contemplation de ce qu'ils ont contribué à faire vivre les curés de l'anarchisme, prêcheront l'humilité et décerneront des brevets de bon et pur anarchisme après confession et examen de moralité au nom de ce qu'ils appellent l'éthique et qui n'est en fait que le relent d'une morale laïco-judéo-chrétienne.

Rejettons loin derrière nous ces parasites de l'anarchisme, notre intention n'est pas de faire leur procès, mais de se servir d'eux comme exemple des dangers qui nous guettent. Militer anarchiste est un fait brutal en soi, l'anarchisme ne se dispense pas comme une gâterie, mais c'est une bombe et la plus belle qui soit.

Notre action est basée sur la justification dans la minute présente de notre idéal, politiquement, économiquement et philosophiquement et non sur des spéculations d'organisation d'un monde nouveau. Ce n'est pas l'espoir d'un avenir meilleur où règnera la justice qui peut nous nourrir ; notre nourriture nous la prenons quotidiennement dans la haine d'un univers qui nous brime et que nous nous sommes promis d'écraser, c'est pour cela que nous sommes ensemble et c'est pour cela que d'autres viendront nous rejoindre.

Il est possible et normal, bien sur d'imaginer l'avenir, mais en regard des dangers que cela représente, il n'est pas certain que ce soit cela l'anarchisme. Car l'utilisation que l'on peut faire du « monde nouveau » dans le temps présent n'est guère autre chose qu'une image d'Epinal, pour le prix d'une cotisation et d'un abonnement, où figure en bonne place le messie, ses prophètes et les élus dans un paradis d'abondance et à trop bien façonner dans l'abstrait on sera tenté de façonner l'individu à la mesure de ces spéculations. C'est notre force que le refus de présenter un programme problématique. Toute compromission dans ce domaine nous sera fatale, la solution viendra en son temps parce que :

« L'ouvrier a tout fait et l'ouvrier peut tout détruire parcequ'il peut tout refaire ».

Cela implique bien sûr un certain nombre d'obligations dont les moindres seraient que le militant anarchiste conscient de son rôle de leader, soit intégré dans l'évolution de l'humanité et la réalité économique ce qui, malheureusement, n'est pas toujours le cas.

Comme nous nous sentons forts et sûrs de nous, persuadés que notre action ne comporte aucune fin, que la société sans classes parceque sans Etat pour laquelle nous combattons ne peut être et ne sera qu'un tremplin d'où l'homme nouveau se lancera vers de nouvelles conquêtes.

Et, si pour justifier ces intentions, il est nécessaire de recourir à l'éthique, nous dirons que celle-ci étant liée à l'évolution de l'homme, les lois morales n'ont de sens qu'en tant que réalités présentes et non sous la forme d'hypothétiques projections sur l'avenir.

L'attitude anarchiste c'est le fait du moment s'il est conforme au but, sans aucune responsablité des conséquences possibles.

Notre doctrine est la seule qui, sans préjuger du futur donne dans le présent des formes de pensées et d'actions, les plus conformes à son idéal, car dans cette action, l'individu peut se réaliser pleinement et c'est à partir de là qu'il est anarchiste.

HENRY K.

(1) *M. Stirner - L'unique et sa propriété.*
(2) *Bakounine - Dieu et l'Etat.*
(3) *Kropotkine - Parole d'un révolté.*
(4) *M. Stirner - L'unique et sa propriété.*
(5) *Bakounine - Statuts de l'Alliance.*
(6) *Kropotkine -*
(7) »

ATTENTION !
CE NUMERO EST DATE DE JUILLET AOUT.
LE PROCHAIN NUMERO PARAITRA FIN SEPTEMBRE.
MERCI, BONNES VACANCES...

Historique d'un refus

1954 : Fin de la guerre d'Indochine. Cette guerre ne touchait pas directement la masse des jeunes. Seuls militaires de carrière et engagés y participaient. Aucun conscrit du contingent ne pouvait y être envoyé. Le gouvernement Mendès-France avait le premier décidé d'y expédier la « classe » mais seulement en cas d'échec diplomatique à Genève.

L'armée française se replie alors sur l'Afrique du Nord où une autre guerre coloniale menace : « fellagahs » tunisiens. Le gouvernement use à la fois de force — contingent envoyé en Tunisie bien que pays étranger — et de souplesse — voyage éclair à Carthage. Les jeunes vont pour la première fois depuis la guerre du Rif (1925) faire leur service sur un terrain d'opérations colonial. Mais la vie publique est axée ailleurs : pour ou contre l'armée européenne ; Une étrange coalition de l'extrême gauche à l'extrême droite repousse la C.E.D.

Le 11 novembre dans l'étonnement général éclate l'insurrection algérienne. Les jeunes du contingent seront automatiquement envoyés y faire face.

1955 : L'agitation armée couvre toute l'Afrique du Nord : Tunisie, Algérie, Maroc. L'état d'urgence est proclamé. La France s'engage dans la voie des deux protectorats sur la voie des concessions politique (« autonomie interne » en Tunisie) tout en accroissant l'effort de guerre. En mai rappel des premiers « disponibles ». Le 30 août 50.000 nouveaux disponibles rentrés dans leurs foyers sont rappelés au service vers l'A.F.N.

REFUS MASSIF DES RAPPELES

Ce rappel déclenche le seul grand mouvement de jeunes contre la guerre. Spontanément ceux qui ont cru en avoir fini avec le Service manifestent un peu partout leur mécontentement et leur volonté de résistance. A la gare de Lyon d'abord (11 septembre) où ils se retrouvent sans illusions sur leur destinations. D'autres regroupés dans les casernes refusent de partir, tiennent tête aux officiers, font le mur, appellent la population à les soutenir (Courbevoie, Rouen etc...) Certains ont manifesté à l'Eglise Saint-Severin (30 septembre). Gendarmes et C.R.S. sont nécessaires pour encadrer, fractionner, faire taire les groupes qui s'embarquent en scandant « Le Maroc aux Marocains, l'Algérie aux Algériens » (1).

Ce mouvement retentissant n'a pas reçu d'appui sérieux en dehors des intéressés. Partis de gauche et syndicats n'ont pas témoigné de grande solidarité pour ces jeunes rouspéteurs. Les « adultes » ont d'autres soucis. Exemple : une semaine après les incidents auxquels ils avaient assisté passivement les cheminots de la gare de Lyon se mettaient en grève pour une légère augmentation. L'aide ne vint que des jeunes eux-mêmes. Un comité de jeunes organise au quartier latin des manifestations de rue où se retrouvent étudiants et ouvriers, chrétiens et radicaux, communistes et trotskistes, socialistes, et anarchistes. Au cours d'un meeting à la Mutualité les jeunes arborent sur l'estrade le drapeau algérien entre le marocain et le tunisien...

Une fois les rappelés partis, l'action militaire se concentre sur l'Algérie. Au Maroc, le Sultan est réinstallé et l'indépendance est promise. Le mécontentement contre la guerre d'Algérie entraine la dissolution de l'Assemblée (30 novembre). Le mois de décembre est occupé par une agitation électorale intense. La gauche alliée autour du Front Républicain dénonce cette « guerre imbécile et sans issue » (Guy Mollet dans l'Express du 19 décembre). Si les jeunes votent pour les partis de gauche, ceux-ci feront la paix.

1956 : Le 2 janvier voit la victoire du Front Républicain. Le gouvernement Mollet renonce bientôt (2 février) à changer la politique de ses prédecesseurs. Ayant obtenu les pouvoirs spéciaux (12 mars) grâce à toute la gauche P.C. compris, il accroit encore l'effort de guerre. Le 17 avril le rappel de 300.000 autres disponibles (3 classes) est décidé.

Nouvelle effervescence chez les jeunes qui arrêtent les trains les portant vers la Méditerranée, manifestent sur le parcours, à l'embarquement, en Algérie même. A Grenoble les jeunes de la ville coulent du béton sur un aiguillage... Les militaires bafoués ne savent plus où donner de la tête et se décident à expédier les jeunes par petits groupes, par avion, directement. Nouvel abandon de la part des autres générations, des syndicats, des partis. La gauche est au pouvoir : on ne peut à la fois gouverner et manifester. Pour éviter de nouveaux incidents on ne rappelera plus de disponibles, plus de ces jeunes qui à la différence des « bleus » n'éprouvent à l'égard de l'armée ni timidité ni curiosité. Le service militaire sera porte de 18 mois à 2 ans.

A ceux qui se souviennent de la campagne « contre les 18 mois » pendant la guerre froide, les protestations « contre les 2 ans » paraissent bien modérées. De même les « Paix en Algérie » à côté du déchainement des « Paix au Viet-nam ». Les jeunes du contingent se sentent lâchés par leurs ainés qui les laissent partir, les accueillent avec gêne (2) à leurs retours. Pendant ce temps extrême gauche et extrême droite se retrouvent pour dire « Non à Speidel ». Les grandes puissances sont occupées ailleurs : Budapest permet Port-Saïd et Port-Saïd Budapest. Qui se soucierait des jeunes conscrits ? pas ceux qui ont fait 39-45 ou 14-18 en tous cas.

DU REFUS INDIVIDUEL AUX RESEAUX

Le refus collectif non soutenu de l'extérieur a été vain, reste le refus individuel, beaucoup plus difficile que quelques-uns tenteront, la phase de découragement passée. Il prend deux formes :

Il y a ceux qui refusent de joindre l'armée : réfractaires et insoumis, ou de la rejoindre : déserteurs. Leur acte impose soit l'illégalité en France (d'où la légende des nouveaux maquis) soit passage à l'étranger. C'est le fait surtout de jeunes non politisés mais simplement avertis de la condition militaire et résolus à y échapper.

Il y a ceux, par contre, qui vont à l'armée mais refusent de combattre en Algérie ; attitude qui conduit à l'emprisonnement militaire. C'est celle de jeunes poussés par de profondes convictions morales, soit politiques soit religieuses. Distinct d'ailleurs de celui des objecteurs de conscience à l'égard de tout service armé, ce refus est circonstanciel et vise une guerre bien précise. Tel sera le geste de jeunes communistes, comme Alban Liechti (dès juillet 1956) ou Serge Magnien ; « mouvement des emprisonnés » qui ne profitera d'aucune campagne analogue en ampleur à celle dont bénéficia un Henri Martin, volontaire en Indochine. Geste enfin d'un catholique comme Jean Le Meur. Les uns et les autres peuvent recevoir dans leur famille spirituelle estime et respect mais il y a longtemps que Partis et Eglises ont admis les nécessités de la discipline militaire...

Survient le 13 mai qui démontre à quel point un acte d'insoumission organisée peut être payant. Ce peut être pour certains jeunes un exemple à suivre, un encouragement. Des refus individuels se relient les uns aux autres. Des réseaux se créent pour échapper à l'appel, se cacher, gagner l'étranger. La première allusion dans la grande presse le 24 avril 1960 à cet état de fait entraîne la saisie de l'Express et de France Observateur. D'autres réseaux se fixent carrément pour tâche d'aider le F.L.N. Là nous quittons le refus de la guerre pour son acceptation, mais de l'autre côté.

L'EXPLOSION

L'hiver 1960-1961 devait précipiter les choses. L'insoumission bénéficiait d'une large publicité grâce au manifeste des 121. De son côté le procès Janson eut un grand retentissement dans le public. D'où la confusion des partis politiques de gauche qui ne pouvaient que condamner l'un et l'autre, non sans de nombreuses hésitations et de profonds déchirements.

Ce fut enfin le coup d'Etat d'Alger, où, sans en exagérer l'importance et le poids dans le cours des événements, les soldats du contingent, politiquement non-engagés, force tenue pour négligeable, refusaient de compter pour rien et rejetaient officiers et généraux factieux.

Ils ont entrepris un travail de résistance aux multiples aspects et dont les effets peuvent avoir des prolongements inattendus.

J. PRESLY

(1) Lire « Une demi-campagne » d'Olivier Todd.
(2) Lire « La Permission » de Robert Anselme.

L'intéressement aux entreprises

(SUITE DE LA PAGE 1)

fit. De là les projets qui tendent à intéresser les salariés à la vie des entreprises. Les partisans de cette thèse ne sont pas tous d'accord sur les diverses formes que pourrait prendre l'intéressement, mais ils croient à la vertu d'une telle réforme : attachement du travailleur à son entreprise, plus de zèle et de conscience dans le travail et surtout moins de conflits sociaux entre patrons et salariés.

Pourquoi les salariés, dans l'ensemble boudent-ils devant cette offre du patronat et de l'Etat. A mon sens la raison essentielle qui est tout en leur honneur, vient de leur instinct de classe né d'une expérience vieille comme le monde. Le patron ou l'Etat donnera bien aux salariés la part convenue dans le partage des bénéfices, mais il en tiendra compte lorsqu'il s'agira de fixer le taux des salaires. Alors le « Smig » sera toujours le « smig », un salaire de misère, et l'éventail hiérarchique toujours aussi scandaleux.

Mais ce qui est grave pour les travailleurs, c'est que leur opposition ne procède pas de leur véritable intérêt qui va bien plus loin qu'une question de rémunération. Ils accepteraient très bien une part des profits s'ils avaient la certitude qu'elle s'ajoute à leurs salaires. Ils ne sont donc pas contre le partage des profits. Comme je l'ai affirmé plus haut, c'est là qu'est leur erreur : en pensant ainsi ils montrent qu'ils sont aussi capitalistes — au sens habituel du mot — que leurs patrons et les dirigeants du moment. La preuve c'est qu'ils acceptent fort bien les primes à la productivité et même qu'ils les réclament et les inscrivent dans leurs cahiers de revendications. Il va de soi qu'il s'agit, ici, de la productivité due au progrès technique et non pas à une intensité des normes du travail.

Cette erreur commune au patronat, au salariat et à pas mal d'économistes fort distingués peut être qualifiée d'hérésie économique; elle est à la source de certaines contradictions économiques. J'y ai fait allusion souvent dans certaines de mes études antérieures. J'en résume l'essentiel dans les lignes qui suivent : il est impossible d'écouler les surplus de production dûs au seul progrès technique (productivité, automation), sans baisse de prix visant ces nouveaux produits; baisse de prix au sens absolu du terme. Si cette augmentation s'écoule aux prix anciens, c'est à la place d'autres produits qui eux ne s'écouleront pas et constitueront des invendus ou bien ce sera grâce au crédit ou toute autre forme de paiement qui est l'inflation. Sans baisse de prix, le progrès technique manque son but, il n'apporte aucun enrichissement quantitatif dans l'économie générale. Ce qui explique la contradiction : plus l'économie est capable de produire plus la pauvreté relative augmente en même temps que la richesse des riches.

Sans entrer dans de plus longues explications, ce qui n'est pas le but de cette étude, voici la conduite pratique que recommande le vieux militant qui signe ces lignes : autant que faire se peut les salariés doivent exiger de leurs entreprises que la plus grande soit consacrée à la baisse des prix de vente, même si la demande est supérieure à l'offre. De cette manière, ce sont les consommateurs qui profitent des progrès de l'économie, c'est-à-dire tout le monde, les salariés comme les autres. Cette pratique a une grande vertu révolutionnaire, elle socialise les profits qui, en fait, sont un don des forces naturelles et ainsi enrichit l'économie sans porter tort à aucun producteur. Elle vaut certainement mieux que l'intéressement qui n'est qu'un leurre ou une tentative de corruption des salariés.

La révolte des paysans

(SUITE DE LA PAGE 1)

les cours soient maintenus à un taux élevé. C'est contre cette « anarchie » du système que les paysans ont manifesté et non parce qu'ils admettent que les notions de Poujade sur l'Etat sont convaincantes.

Mais dans le contexte politique actuel, où l'extrême droite et, parmi elle, les poujadistes et les dorgéristes, cherche à créer des difficultés au Gouvernement gaulliste dans le réglement du conflit algérien, l'exploitation des revendications paysannes est facilitée par l'inexpérience du syndicalisme paysan qui, selon la formule de M. Pleven, est en train de faire ses dents.

Néanmoins, affirmer que l'O.A.S. ou les Poujadistes « téléguident » les manifestations, serait schématiser arbitrairement une situation de fait beaucoup plus nuancée.

En vérité, pour sa grande masse, l'attachement de la paysannerie aux formes républicaines de gouvernement n'est pas niable. Mais ses revendications de classe n'en sont pas moins incontestables. Trop longtemps délaissée comme classe mineure par les marxistes, selon qui la révolution ne pouvait être le fait de la classe ouvrière, la paysannerie, et singulièrement la petite exploitation s'est repliée sur elle-même, cherchant, dans le développement des techniques, un remède à sa misère. Ce développement, elle l'a acquis... Mais les biens qu'elle escomptait légitimement en retirer sont allés à des groupes de pression qui continuent de naviguer dans l'entourage des technocrates de l'agriculture.

Cette première étape ayant été désastreuse, il ne reste plus aux paysans que l'action directe pour des réformes profondes de structure. Ces réformes, ils luttent et lutteront pour les obtenir. Le « Plan » prévoit un nouvel accroissement de 10 % de la production agricole. A quoi ces surplus serviront-ils quand les récoltes actuelles sont artificiellement excédentaires ? Nous disons bien excédentai- Nous disons bien artificiellement, car peut-on parler de récoltes excédentaires quand les salaires familiaux confinent à la misère ? Quand, dans le monde sévit la faim ? Quelle politique criminelle justifie le brûlage des récoltes dans le même temps que la famine détruit des populations ?

L'expérience tentée par les producteurs bretons qui vendaient directement dans la capitale leurs artichauts ou leurs choux-fleurs n'avait qu'une valeur symbolique et ne pouvait être considérée comme une méthode rentable. Mais le but était de démontrer que le raccourcissement du circuit diminuait automatiquement le prix à la vente. C'est ce qu'a réalisé Edouard Leclerc avec ses réseaux dont la popularité est très grande en Bretagne.

Par la création de marchés-gares où les producteurs peuvent grouper leurs envois sans être tributaires des ramasseurs ; par l'association des cultivateurs à l'échelon local et régional en coopératives ; les prix peuvent être judicieusement élaborés de manière telle qu'ils garantissent aux paysans des revenus décents et qu'ils ne soient pas un obstacle à la consommation.

Pour cela, il faut détruire les citadelles des chevillards et intermédiaires de bureaux. Il faut imposer une politique agricole qui tienne compte des besoins réels de la paysannerie.

Le discours de Michel Debré n'a pas répondu aux aspirations des travailleurs de la terre. Alors, le cycle des manifestations pour les faire admettre est déclenché.

Si les travailleurs, paysans et d'industrie comme à Saint-Nazaire comprennent la solidarité d'intérêt qui les lie, alors, de grands espoirs sont permis.

Mesmin GILLARD

LES COLLECTIVISATIONS DES ESPAGNOLS

PAUL LAPEYRE

Rappelons d'abord les faits :

Le 19 juillet 1936, le général Franco déclenchait un coup d'Etat fasciste. Le gouvernement républicain était tout de suite hors de course. Mais, à l'appel de la C.N.T., le peuple libérait la Catalogne, le Levant, une partie de l'Andalousie et des Asturies. La C.N.T. et les jeunesses socialistes libéraient Madrid ; la C.N.T. et les nationalistes basques les provinces du Nord. Après quelques jours de lutte l'Espagne était divisée en deux parties sensiblement égales.

Le 22 juillet, à Barcelone, la C.N.T. proclamait la reprise du travail. Les ouvriers avaient une culture sociale, peut-être restreinte, mais très précise : à la première occasion ils étaient prêts à prendre l'usine ; les paysans étaient prêts à prendre la terre.

Les patrons, par peur ou par sympathie fasciste, ne se présentèrent généralement pas à leurs bureaux. C'était pain bénit pour ceux qui étaient bien décidés à se passer d'eux.

Les ouvriers, donc, collectivisèrent les usines, les mines, les transports, les travaux publics, etc. Ils assumèrent toutes les fonctions, directement, incorporant les techniciens, mais éliminant tout appareil directif extérieur au syndicat.

L'Espagne est un pays de grosse propriété. Les paysans prirent ces propriétés mais ils ne les partagèrent pas. Ils les gardèrent en bloc et les travaillèrent en commun. De petits propriétaires se joignirent à la collectivité : d'autres continuèrent leur exploitation familiale.

(On trouvera quelques exemples remarquables de collectivisations dans la brochure d'Aristide LAPEYRE : **« Le problème espagnol »** et dans le livre de PEIRATS : **« La C.N.T. dans la révolution espagnole ».** Les chercheurs en trouveront d'autres dans les journaux et brochures libertaires publiés à l'époque).

La production fut assurée, mieux : elle augmenta. Et ceci est essentiel. Organiser l'économie d'un pays, c'est donner à manger à ses habitants : « Primum, vivere ». Une économie nouvelle qui n'assurerait pas la vie serait à rejeter, quel que soit l'idéalisme qui l'inspire.

Les collectivisations assurèrent la vie de l'Espagne libre pendant 2 ans et demi. S'il y eut des restrictions, elles étaient le fait de la guerre, et n'égalèrent pas celles que la France connut sous l'occupation.

Mais le contenu social des collectivisations est à considérer aussi. Qu'importerait à l'ouvrier de maitrise nominale de l'usine, même avec des augmentations de salaire, s'ils n'y trouvaient la fin de l'iniquité !

La C.N.T. tendait à l'unité des salaires et l'établit tant qu'elle put. Forte de sa victoire prestigieuse sur l'armée, elle entraînait le bloc antifasciste tout entier. Mais elle avait à compter avec l'U.G.T. (un million d'adhérents) avec les socialistes et les nationalistes basques (chrétiens) avec la masse des nouveaux syndiqués. Elle dut se contenter souvent de réduire les différences de salaire du simple au double. C'était déjà un joli début.

Les paysans furent plus radicaux ; ils installèrent presque partout le salaire unique familial.

oOo

Il appartenait cependant à l'Aragon d'aller beaucoup plus loin.

Saragosse, Huesca, Teruel, tombés aux mains des franquistes, les paysans aragonais se croyaient perdus lorsque les colonnes anarchistes de Barcelone vinrent délivrer la moitié de la région. Les patrons avaient fui, rien ne gênait la collectivisation ; les miliciens apportaient la sécurité et l'expérience de Catalogne. On tenta le maximum d'un seul coup, et on s'y fixa car le coup réussit : **on supprima l'argent !**

Les produits existants dans un village étaient partagés à égalité entre tous, la carte syndicale faisant foi du droit à la distribution. Et la production augmenta, bien loin de diminuer, malgré la guerre toute proche. Le contenu social est hors de discussion : Avec l'argent disparaissaient l'appropriation individuelle, la thésaurisation, l'exploitation et la prostitution.

On a minimisé cette expérience parce qu'elle touchait seulement la campagne, mais Caspe ou Belchite (délivrée plus tard) étaient déjà des petites villes.

oOo

Certes, tout n'était pas parfait dans les collectivisations. Des heurts se produisaient parfois. L'argent, supprimé en Aragon, restait en Catalogne, et tel milicien, parti en permission avec des souliers neufs, était tenté de revenir avec des souliers vieux. Les coiffeurs de Barcelone qui avaient collectivisé magnifiquement une profession artisanale, — ce qui est un tour de force, — tombèrent parfois dans le corporatisme par rivalité envers les coiffeurs pour dames, non collectivisés.

Les Espagnols ne cachaient pas ces faits. Ils les outraient au contraire devant les étrangers. On pourrait faire un livre des récits ainsi colportés de bonne foi par des camarades dont le seul tort était de ne pas connaître le tempérament espagnol.

Idéalistes, enthousiastes, mais excessifs en tout, cœur d'or mais bouillants comme la lave, les Espagnols réagissent toujours avec une extrême violence.

Une contrariété, et le milicien jette son fusil à terre, jurant qu'il abandonne tout ; un coup de feu en face : il reprend son arme et risque sa vie en chantant. Mais dans l'intervalle que n'a-t-il pas dit sur l'injustice de dieu, la vertu de la vierge, la trahison des comités, et la ligne politique de la C.N.T. Pour le comprendre, il faut être de la même famille spirituelle, ... avoir peut-être encore, après 1.200 ans, quelques gouttes de sang maure dans les veines.

Mais il y avait plus sérieux.

Hors de l'Aragon, il y avait des collectivités riches et des collectivités pauvres. De bonnes terres, bien irriguées, [illegible] les terres tirées de la fric[illegible] que la pénurie de charbon on avait rouvert de vieilles mines abandonnées comme non rentables. Les salaires étant calculés sur les bénéfices, l'inégalité supprimée ou adoucie dans la collectivité se retrouvait au dehors. Les collectivités tournaient à la coopérative.

La propriété ne pouvait plus être individuelle ou capitaliste ; elle ne devait être non plus coopératiste ; elle devait être sociale.

Il fallait passer de la **Collectivisation** à la **Socialisation.** (Dans un congrès de la C.G.T. S.R., pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, j'ai dit : à la syndicalisation, tout en remarquant que ce néologisme sonnait trop mal pour être adopté).

Cette œuvre fut amorcée au plénum économique de Valence.

Ce plénum fut mal connu à l'étranger. De fait le problème politique, et surtout la participation de la C.N.T. au gouvernement dominait toute chose. Ayant annoncé la victoire future de l'étatisation, certains parlaient déjà de collectivisations au passé. Ils prirent du plénum économique ce qui flattait leur thèse.

La prolifération des journaux dépassait toute mesure. (Combien Jean Grave, dans « Terre libre » avait été bon prophète !) Chaque syndicat voulait son hebdomadaire, chaque petite ville son quotidien. Le plénum réduisit les journaux à un chiffre raisonnable. Cette décision pouvait sembler liberticide à ceux qui en ignoraient la raison.

La banque syndicale allait libérer les collectivités des banques officielles étatisées, donner à la C.N.T., grâce aux dépôts des collectivités riches, le moyen d'aider les pauvres.

Les autres mesures allaient dans le même sens... mais déjà la révolution devait compter avec ses adversaires.

oOo

Les collectivisations eurent deux ennemis : l'Etat et le parti communiste.

Dès septembre 36 l'Etat officialisait la collectivisation de toutes les entreprises employant plus de 50 ouvriers. (25 en Catalogne ; ces chiffres furent abaissés plus tard). Il donnait à l'économie nouvelle une couverture légale. En même temps il tentait de la limiter. Mais l'Etat légiférait alors dans le vide, n'ayant pas de forces pour appliquer ses décisions. Plus tard, ayant organisé un embryon de police et d'armée (grâce aux communistes) il tenta de contrôler la production. Il mit la main sur les banques et sur les industries de guerre. Les socialistes étant à la tête du gouvernement, la C.N.T. dut composer pour ne pas se couper de l'U.G.T.

Le parti communiste espagnol n'a jamais eu grande influence. Moscou, pressentant les événements avait englouti vainement des sommes considérables à le développer. Son rôle dans les journées de juillet fut négligeable. Mais la France et l'Angleterre, par la non intervention, ayant privé d'armes le gouvernement républicain, la Russie apparut comme un sauveur. Elle vendit des armes, — payées en or, — à condition de garder le contrôle de leur distribution. Elle les donna aux siens et à leurs amis, et au compte-gouttes. Ces armes étant indispensables, il fallut tout accepter. De tous les pays d'Amérique latine, les communistes affluèrent. Les brigades internationales furent organisées par eux.

La place étant prise dans la révolution, ils se firent les champions de la contre-révolution. Ils répandirent cette fable que la C.N.T. perdait la guerre pour faire la révolution (alors que celle-ci n'était pas à faire : elle était faite). Ils regroupèrent les petits commerçants éliminés par la nouvelle distribution. Ils assassinèrent des militants. Ils détruisirent des collectivisations, partageant de force la terre. Ils semèrent partout la désunion, le doute et l'énervement.

Toutefois il ne faut pas exagérer la force prise par eux. Ils noyautèrent bien des fédérations du parti socialiste et de l'U.G.T., s'emparèrent de quelques directions de l'Etat et de l'armée nouvelle ; mais quand en février 1939, la Catalogne étant tombée et la défaite certaine, républicains anarchistes et jeunesses socialistes voulurent, par un baroud d'honneur se débarrasser d'eux, leur élimination demanda seulement deux heures.

oOo

Vasquez, secrétaire de la C.N.T. disait au congrès de l'A.I.T. en octobre 1938 : « Les syndicats contrôlent 85 % de l'économie espagnole ». Au vrai, certaines industries, comptées comme « contrôlées » n'étaient pas exactement collectivisées. Mais cela donne une idée de la force des syndicats, jusqu'à la fin.

Si Franco avait perdu la guerre, quel exemple l'Espagne eût donné au monde.

oOo

Un mot sur les « communautés ».

Lorsque des miliciens séjournerent longtemps dans un village, leur popote devint un centre d'accueil. Les sans-famille y prirent leurs repas. Même des familles prirent goût à la famille collective. Et comme les Espagnols sont un tantinet bavards, férus de discussions et d'éloquence, comme un climat merveilleux les incite à prolonger les veillées, la maison commune devint un centre d'animation. Chaque village eut bientôt son cercle. Les Français parlèrent de « communauté ». « C'est notre soviet local » disait un marxiste. Mais je n'aime pas ce mot russe, signifiant conseil, parce qu'il porte une idée de hiérarchie, que la chose n'avait pas. C'était la « commune de village » selon le langage de Kropotkine.

oOo

Et maintenant, trois histoires pour finir. La première est un témoignage.

En janvier 1937, la C.G.T.S.R. organisait un meeting salle Wagram. LASSIEGE, secrétaire permanent des métaux de la Seine (C.G.T.) nous demanda de parler avec nous. Voici l'essentiel de son intervention.

« Il y a deux mois j'ai fait un voyage d'étude en Espagne. J'en ai rendu compte à mon conseil syndical. Depuis je n'ai pu prendre la parole ni publiquement ni même dans les syndicats.

« J'ai vu en Espagne l'usine aux ouvriers, la terre aux paysans, directement, sans aucun intermédiaire, et un syndicaliste ne peut espérer voir quelque chose de plus beau ! »

En descendant de la tribune il me disait : « ces paroles me coûteront peut-être ma place, mais il fallait que je les prononce : elles m'étouffaient. »

Lassiège sous-estimait la démocratie qui règne au sein de la C.G.T. Nul ne lui reprocha ces paroles. Et s'il fut débarqué trois mois plus tard, ce fut une pure coïncidence.

oOo

Deuxième histoire.

Il y a une douzaine d'années ; je faisais une conférence sur l'Espagne. Contradiction d'un socialiste espagnol. Nécessité de la discipline, de la hiérarchie, d'un état-arbitre,... etc. Les collectivisations, pourtant, trouvaient grâce à ses yeux.

— ! Je ne saurais en dire du mal, dit-il, ayant été le président d'une grosse collectivité de l'U.G.T.

— « Et ça marchait ?

— « Ça marchait.... mais il y avait tout de même des choses illogiques.

— « Par exemple ?

— « Par exemple, des directeurs de grosses collectivités n'avaient même pas leur certificat d'études.

De la salle une voix gouailleuse répéta ma question :

— « Et ça marchait ?

— « Ça marchait, oui, mais c'était illogique ».

Le socialiste n'a pas compris les rires de nos amis, ni les remontrances des siens.

Lorsque les cellules de base reposent sur l'intérêt individuel, la concurrence naît nécessairement, et les dirigeants les mieux diplômés courent après une impossible harmonie.

Mais lorsque ces cellules sont bien établies, lorsque l'intérêt individuel et l'intérêt général coïncident, les superstructures économiques sont beaucoup plus simples qu'on ne le croit.

oOo

Je campais l'an dernier au bord du Guadalquivir, vallée riante au pied de montagnes tragiques. Pays de la grande propriété. Premières terres d'Andalousie reconquises par Franco.

Des paysans me racontaient la bataille, me désignaient les emplacements des batteries.

— « En tous cas, dis-je, comme il n'y a pas ici de petits propriétaires, il n'a pas été difficile de collectiviser.

Silence.

— « Car vous avez bien collectivisé ces terres ?

— « Ce fut un rêve, dit enfin l'un d'eux.

Et devant mon étonnement, il soupire comme une excuse :

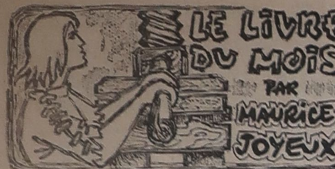
— « Ça n'a duré qu'un an... et on n'en parle plus ! ... »

Un rêve !... Mais plus à l'Est et au Nord, pendant 2 ans et demi ce rêve fut une réalité vivante. Et notre jeunesse en fut tout ensoleillée.

Que les jeunes ne traitent donc pas ces souvenirs de rabachages. Nous avons eu ce qui manque à leurs 20 ans.

Je ne suis pas de ceux qui parlent du « mal de la jeunesse » : il y a tant de jeunesses diverses. Mais tous les jeunes, même les nôtres, m'apparaissent marqués de désenchantement. La vie, il est vrai, ne leur a guère offert de sujet d'enthousiasme depuis 15 ans.

Infortunés jeunes qui se sont chatouillé bien fort pour faire semblant de croire un instant en Tito ;... qui ont eu le temps à peine de crier : « Budapest », que la commune hongroise était sacrifiée ;... que Castro eût soulevé, avec son romantisme maquisard, si ses actes ultérieurs avaient pu laisser le moindre doute sur l'avenir de Cuba ;... puisse bientôt une autre Espagne leur redonner les joies et l'espoir que nous a donné le 19 juillet 1936.



Du kolkhose au kibboutz

de Georges Douart, chez Plon

Voici un nouvel ouvrage de Georges Douart, l'auteur d'« Opération amitié » qui nous conduisait à travers un Orient, baroque, riche en couleurs où le merveilleux côtoie constamment la misère la plus écœurante.

Cette fois-ci Georges Douart, bourlingue derrière le rideau de fer, à travers la Russie, la Pologne, la Yougoslavie, pour finir en Israël, allant de chantiers en chantiers pour le compte du service civil, se mêlant au peuple, apprenant les rudiments d'un socialisme qui varie suivant les latitudes mais qui malgré ses erreurs conserve assez de dynamisme pour soulever chez les jeunes un enthousiasme réconfortant.

L'auteur qui ne prétend pas à la grande politique, interroge les gens du peuple et devant nous se recrée un monde complètement inconnu. Je pense en particulier à cette fronde permanente des travailleurs polonais déchirés entre la foi ancestrale, l'aspiration à un socialisme humaniste, et les dures réalités qui imposent à leur gouvernement une politique contrôlée par la Russie voisine incommode. A la Yougoslavie également dont l'économie est restée rudimentaire. Je pense surtout à cet immense effort vers la culture populaire que consentent ces républiques socialistes ce qui permet d'espérer pour les générations futures les fameux « lendemains qui chantent » qui bercent leur mélancolie devant leur situation difficile.

L'auteur prend rarement parti, il se contente de transcrire les opinions diverses de ses interlocuteurs, nous laissant le soin de choisir, et c'est bien ainsi. Poursuivant son périple, il traverse la Grèce, la Turquie, pour enfin parvenir au bord du lac Tibériade, but de cette longue randonnée. Là, tout change. Georges Douart va se trouver en face du socialisme bien particulier du Kibboutz. Là on respire la liberté, l'aisance. Là, la bureaucratie est réduite au minimum nécessaire à la coordination. Nulle part l'appareil d'Etat n'écrase le citoyen. Enfin les collectivités sont multiples et les modes d'organisation varient avec l'idéologie des travailleurs qui sont véritablement maîtres de leur destinée. Au socialisme d'Etat dont Georges Douart nous a entretenu dans la première partie de son livre succède le socialisme des hommes, des métiers, des communautés. « Les Kibboutz, dit Georges Douart ont créé une société de 85.000 personnes vivant sans flics ni prisons, sans jeunesse délinquante... dans un monde qui fait appel à la conscience et non à la contrainte, où l'homme travaille sans pendule de pointage ni surveillance, où l'intérêt collectif devient un moteur humain aussi puissant que l'intérêt individuel ». Le contraste entre les deux formes d'organisation du socialisme est édifiant et l'excuse du socialisme russe, l'état arriéré du pays en 1917, parait dérisoire devant le désert transformé en jardin.

Le dossier Simenon

de Roger Stephane, chez R. Laffont

Je ne parlerai de ce petit livre que parce que je crois qu'il y a des mythes à dégonfler et qu'il n'existe pas de mystification plus ahurissante que le cas Simenon.

Nous devons « Simenon » à l'humeur d'André Gide et de quelques autres caciques de la N.R.F. Au hasard de leur fantaisie, ces messieurs découvraient un écrivain « ouvrier », un « colonial », un « feuilletonniste » tirant à la ligne. Cefurent parfois des réussites et je pense à Panaït Istrati, souvent des feux de paille et pour le cas Simenon un monstrueux abcès greffé sur la littérature de ces vingt dernières années.

Soyons justes d'ailleurs, Simenon a bien écrit deux ou trois bouquins policiers où l'accumulation des lieux communs sans grandes significations peuvent passer pour une technique, mais ébloui par la révélation de son « genie » le maitre s'est alors employé à recopier ces ouvrages tous les deux mois en prenant soin, nous devons en convenir, de changer les noms des personnages et le lieu où se situait ce que les critiques prétendent être l'action.

Chez Simenon la pluie est toujours fine, le silence épais le pas lourd et l'auteur emmerdant. Ah ! j'oubliais les escaliers craquent, et les personnages sans consistance accomplissent des gestes qui sont plusieurs fois décrits à l'usage du lecteur imbécile que cette forte prose risque d'incommoder.

On a déjà consacré quatre essais à Simenon, dont l'un est dû à la plume de ce profond philosophe de la deuxième page de France-Soir, M. André Parinaud soi-même.

Il faut croire qu'il s'agit d'une opération rentable, car aujourd'hui M. Roger Stéphane prend la relève. Stéphane nous a, par le passé, fait avaler bien des couleuvres « progressistes » en assaisonnant sa salade d'un talent incontestable. Mais le cas Simenon l'a vraiment découragé et après avoir ingurgité les cent pages qu'il consacre à son héros on constate qu'il n'a strictement rien dit d'un sujet qui ne mérite pas cent lignes. Et on se demande ce qui a bien pu le pousser vers le rayon réservé à la littérature alimentaire !

A quoi bon épiloguer me direz-vous ? Des personnages comme Simenon ont de tous temps encombré la littérature, qui sont aujourd'hui inconnus même du compilateur. Exacte ! aussi plus que Simenon qui après tout gagne son bœuf, le cas Simenon met en lumière la mesure d'une critique littéraire dont il est l'enfant naturel.

le monde libertaire

Des Lettres et des Arts

LA RÉVOLUTION ET LA GUERRE D'ESPAGNE (1)

par **MAURICE JOYEUX**

L'ESPAGNE 1936 ! Les hommes de ma génération se souviennent de l'immense espoir qui alors nous souleva. Un peuple en armes, jeté contre le fascisme, bâtissant l'avenir du monde et comme bruit de fond à l'épopée, le martèlement des bottes qui annonçaient la seconde guerre mondiale.

Nous ne possédions pas encore une Histoire en français de cette lutte où se jouaient toutes les valeurs que nous avait léguées le mouvement révolutionnaire qui prolonge la Révolution de 1789. Le chroniqueur était obligé de trier dans le flot de documents épars, de relire Malraux, Hemingway, d'éplucher la presse de l'époque pour saisir le drame dans son ensemble et le dégager des particularités locales souvent trompeuses. Aujourd'hui cette lacune est comblée. En publiant « La révolution et la guerre d'Espagne » de Pierre Broué et Emile Témime, les Editions de Minuit ont enrichi la littérature ouvrière d'un document indispensable pour comprendre notre temps.

Non pas que cet ouvrage soit définitif. Les auteurs ne prétendent pas à cela et ils l'expliquent clairement dans l'excellente préface qu'ils ont placée en tête de leur travail. Mais ils ont fixé un cadre et c'est dans ce cadre que s'inscriront tous les apports nouveaux qui viendront enrichir nos connaissances.

« La révolution et la guerre d'Espagne » est un ouvrage divisé en deux parties. La première, traite de la révolution, des partis des syndicats et des événements auxquels ils ont été directement mêlés, la seconde traite de la guerre en général de ses répercussions internationales. Du franquisme, également, de son organisation, de ses buts et cette seconde partie qui nous montre les éléments qui constituent les forces fascistes n'est pas la moins passionnante car elle est la plus ignorée du mouvement ouvrier.

Disons-le, tout de suite, les auteurs ne sont pas des anarchistes et les jugements de valeurs, d'ailleurs peu nombreux qu'ils émettent, ne sont pas forcément nos jugements. Mais nous ne trouvons rien chez eux de comparable à l'ouvrage du triste Nenni ou au libellé anti-anarchiste de « l'Ecole émancipée ». C'est un ouvrage honnête et probe. Les faits sont exposés avec une grande clarté et le lecteur peut dégager de lui-même une opinion sur l'opportunité des actions préconisées par les organisations qui prirent une part active à cette lutte gigantesque. Dans la préface, ils déclarent « Quelle que soit leur origine les documents et les faits », nous avons essayé de les juger en historiens, d'éliminer tout parti pris, d'exposer honnêtement les faits en portant un minimum de jugement. Nous espérons avoir ainsi laissé à chacun toute latitude de mettre l'accent sur tel ou tel aspect primordial à ses yeux. Attitude d'historiens, difficile peut-être, mais qu'ils ont su maintenir tout le long d'un ouvrage de plus de cinq cents pages. Le reconnaître est le plus bel hommage que l'on puisse faire à leur précieux travail.

—o—

J'ai dit plus haut que les auteurs nous engageaient à mettre l'accent sur ce qui à nos yeux paraissait primordial. Je n'y manquerai pas. Trois éléments vont marquer la guerre d'Espagne. La révolution proprement dite c'est-à-dire les journées de juillet 1936 qui virent le triomphe des travailleurs sur les trois quarts du territoire; les journées de Barcelone qui virent la liquidation du mouvement révolutionnaire en 1937; Enfin la main mise de l'équipe Prieto-Negrin appuyé par les russes et les aventuriers sur l'appareil d'Etat. Je dois dire que les éléments nouveaux que nous apporte « La révolution et la guerre d'Espagne » n'ont en rien modifié le jugement que j'avais déjà porté sur le déroulement de la guerre révolutionnaire dans les jours qui suivirent l'insurrection franquiste.

Une fois de plus les travailleurs sont obligés d'accepter de se battre à l'instant que le fasciste a choisi et lorsque le gouvernement décide d'armer le peuple, des heures précieuses ont été perdues. La décision est due à la rapidité de la riposte ouvrière. Partout où les travailleurs passent à l'assaut, ils balayent l'armée et les bandes fascistes, partout où ils temporisent et se laissent paralyser par la légalité, partout où ils permettent aux marxistes d'engager des pourparlers, les tractations, ils donnent le temps aux militaires de se reprendre, de s'organiser et finalement d'écraser le mouvement ouvrier. A Valence, à Saragosse, à Oviedo où le mouvement syndical est pourtant puissant, c'est l'indécision des travailleurs, leur confiance aux officiers « républicains », la volonté des marxistes d'éluder la lutte qui permettra aux fascistes de triompher. Un exemple précis dans le Nord. A Oviedo les socialistes qui dirigent le mouvement de résistance temporisent et c'est la défaite. A Gijon les anarchistes passent immédiatement à l'attaque et toute la province tombe dans les mains du mouvement révolutionnaire. A Barcelone, la C.N.T. et le P.O.U.M. écrasent les militaires. A Madrid où la CNT est minotiraire mais où le puissant syndicat du bâtiment est entièrement contrôlé par les anarchistes ceux ci sont maîtres de la rue dès les premiers instants de l'insurrection. Ils libèrent les prisonniers politiques s'emparent des casernes, arment le peuple. L'Etat vole partout en éclats, les travailleurs triomphent dans les trois quarts du pays. Voilà la grande leçon à retenir de ces jours glorieux où la C.N.T. s'avère comme la grande force insurrectionnelle alors que les partis marxistes empêtrés dans les bureaucraties, le parlementarisme, en proie au doute et à l'indécision font une fois de plus la preuve de leur incapacité révolutionnaire qui a amené leur écrasement dans tous les pays de l'Europe où ils n'étaient pas appuyés par une armée étrangère.

—o—

Le 20 juillet, malgré quelques échecs les travailleurs sont victorieux. Cette victoire, ils vont l'organiser. Pendant que conduite par Durruti, une colonne anarchiste conquiert l'Aragon, partout des Comités naissent qui vont organiser la résistance, l'économie, l'instruction. L'Espagne accouche de sa révolution et déjà les politiciens inquiets se préparent à la saccager.

A Madrid dans les milieux gouvernementaux comme parmi les éléments qui entourent Campanys à la généralité de Catalogne on n'a pas vu sans inquiétude se développer les collectivisation et une lutte sourde se prépare que conduisent l'UGT, le Parti socialiste et surtout le Parti communiste exagérément gonflé par la petite bourgeoisie à qui il a promis de conserver ses privilèges et qui se range derrière le parti de l'« ordre ». Cette crise trouvera son point culminant au cours des journées de Barcelone de 1937. Déjà le gouvernement de Caballero a dissous le Comité Central des Milices. Les anarchistes sont rentrés dans le gouvernement. L'aide russe pèse lourdement sur les décisions. Les comités qui donnaient à la révolution tout son caractère, sont attaqués par tous les partis bourgeois. Entre la C.N.T. et les communistes le conflit s'aggrave de jour en jour.

C'est l'exclusion du POUM, de la coalition antifasciste qui mettra le feu aux poudres. A Barcelone les militants hostiles à la militarisation des milices et à la dissolution des Comités ont formé un groupe « Les Amis de Durruti » qui va s'opposer à la liquidation de la Révolution Berneri, le militant anarchiste, qui sera plus tard assassiné par les staliniens, l'anime. Au début de mai les communistes s'emparent de la Centrale téléphonique contrôlée à Barcelone par la CNT. La grève générale est aussitôt proclamée. Barcelone se couvre de barricades. Mais Companys qui désavoue les communistes lance un appel au calme appuyé par certains éléments de la CNT et par les « ministres » anarchistes. Jover qui s'apprêtait à marcher sur la capitale pour soutenir la révolution s'arrête indécis. Joaquim Ascaso et Maximo Franco également. « Les amis de Durruti » abandonnés de tous se voient obligés de composer. C'est la fin de la révolution espagnole. Nous allons assister à la liquidation des conquêtes ouvrières. Le gouvernement Caballero laissera la place aux hommes de Moscou et Santillan peut écrire « Nous avons sacrifié la révolution elle-même sans comprendre que ce sacrifice impliquait aussi le sacrifice des objectifs de la guerre ».

« Voilà la deuxième leçon importante que l'on peut tirer de ces journées pour moi les plus capitales de la guerre d'Espagne. C'est un politicien libéral ancien président du conseil qui nous l'inflige. Ecoutez le Président Azana « Une Révolution doit s'emparer du commandement, s'installer au gouvernement, diriger le pays selon ses vues. Or, ils (les anarchistes) ne l'ont pas fait... L'ordre ancien aurait pu être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il ne le fut pas. « Et écoutez la leçon du vieux Trotsky. Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais réformiste et en fait le jeu de la bourgeoisie ».

L'histoire des journées de mai 1937 reste à faire mais on doit bien comprendre qu'à un tournant de la révolution il faut choisir. Certes, la lutte révolutionnaire a ses faiblesses, mais elle a également un dynamisme qui peut justifier toutes les espérances. Ou l'on fait la révolution ou on laisse la bourgeoisie à ses luttes pour conquérir l'avantage de continuer à exploiter le monde du travail.

—o—

Après les événements de mai 1937, le processus contre-révolutionnaire s'accentue. Le peuple désarmé laisse faire. Le parti communiste tout puissant « fait » non pas la guerre mais la politique de la Russie. J'ai déjà remarqué que sur ce malheureux pays s'étaient abattus les hommes de proie du marxisme international qui cherchaient par leur servilité envers Moscou à préparer leur avenir politique. Nenni, Tito, Togliatti, Marty, d'autres encore dont le salaire par un juste retour des choses, dont nous n'arrivons pas à les plaindre, fut la prison et le poteau d'exécution.

Lorsqu'on referme ce beau livre, une tristesse profonde nous étreint. Certes, la Révolution espagnole fut victime du contexte dans lequel elle s'inscrivait. Le facisme, la lâcheté des démocraties, la faiblesse du prolétariat international. Mais elle fut encore victime d'une méprise tragique qui est la méprise du siècle. La confiance en l'efficacité du Marxisme et rien n'est plus urgent que de mettre cette inefficacité en lumière.

La révolution est romantique dans son essence et le romantisme est son meilleur aliment car il compense le désordre que la révolution créée. Toutes les révolutions qui ont réussi, ont pour origine le romantisme y compris la révolution russe.

Les marxistes léninistes ont tué le romantisme révolutionnaire au profit du professionalisme révolutionnaire. Depuis 1917 ils n'ont nulle part fait de révolution (2). Leur incapacité insurrectionnelle est l'incroyable réalité qu'il nous faut comprendre. Ils ont possédé des partis comptant des millions d'adhérents rassemblant plusieurs millions d'électeurs et leur impuissance, appuyée par cette masse, à faire éclater les Etats bourgeois, n'a pas été assez soulignée. La raison est bien simple, les marxistes sont dans des partis bureaucratisés, timorés. Organisés comme des Etats, ils en ont toutes les tares. Le refus de l'initiative, la crainte de déplaire aux chefs, le laissez aller des hiérarchies.

Par une fatalité qui tient à leur dogmatisme partout où ils interviennent, ils renforcent ce qu'ils avaient juré de détruire, les classes, les Etats, les gouvernements, l'armée, la justice. Mieux lorsqu'ils interviennent dans une révolution qu'ils n'ont pas déclenchée, ils la disloquent.

Les marxistes, en voulant caporaliser la Révolution espagnole, révolution romantique, l'ont tuée comme ils tueront la révolution cubaine également romantique. Lorsqu'on referme le livre de Pierre Broué et Emile Temime, on sent bien que le travail du militant qui ne veut pas désespérer de l'avenir est tout tracé. Il faut démystifier le monde du travail et remettre le marxisme à sa vraie place, celle de fossoyeur du mouvement ouvrier.

Et c'est également une raison supplémentaire qui s'ajoute à celles que j'évoquais au début de cet article pour que chaque militant ait dans sa bibliothèque « La Révolution et la guerre d'Espagne » un livre qui permet de réfléchir sur le drame de notre Mouvement ouvrier.

(1) *La révolution et la guerre d'Espagne de Pierre Broué et Emile Témime... aux éditions de Minuit.*

(2) *Le problème de la révolution chinoise qui est un problème particulier fera l'objet d'un article.*

Frédérico Garcia Lorca ou l'Espagne sacrifiée

Federico Garcia Lorca est un poète suffisamment connu pour qu'il ne soit pas nécessaire de faire ici une introduction à son œuvre en bonne et due forme avec la note biographique traditionnelle. Qu'il nous suffise de rappeler, pour fixer les idées et pour situer le poète, qu'il est né le 5 juin 1898 à Fuentevaqueros, un petit village de la province de Grenade, c'est-à-dire au cœur de l'Andalousie. Il a eu le bonheur de naitre dans la province la plus passionnée et la plus lyrique de l'Espagne, celle qui a fini par représenter le pays aux yeux de bien des étrangers. Qu'est l'Espagne pour nous, bien souvent, sinon une « tarde de toros » avec claquettes et tambourins ?

Federico Garcia Lorca a tant aimé la chaude Andalousie et s'est si bien pénétré de l'âme populaire de sa terre natale qu'il s'est identifié à elle et par là-même, à toute « l'Espagne qui enrage et qui pense » comme dit Machado. Loin des valeurs bourgeoises, Federico aimait trouver la liberté et le rêve des gitans. Il a consacré à ceux-ci le plus bleau et le plus connu de ses recueils de poèmes : « Le Romaniero Gitan ». Il se sentait si près d'eux qu'il aimait à entretenir la légende d'une ascendance gitane mais il est à peu près prouvé qu'il n'avait aucun ancêtre gitan.

par **ARIEL**

Dans un pays qui aime tout ce qui est petit, fin, Lorca a réalisé une œuvre qui est elle-même finement ciselée comme une mosquée arabe, gracieuse et spontanée comme un chant andalou. Voici ce qu'il dit des diminutifs que les Sévillans emploient à profusion : « Ce sont des carrefours dans l'eau, des villes qui ont soif d'aventure et qui s'échappent vers la mer ». De même, les métaphores de Lorca sont des carrefours, des villes où toute l'Espagne picaresque vient se confondre. On trouve dans les poèmes des références constantes aux légendes populaires, à la tauromachie, aux chansons andalouses. Mais cette identification de Lorca à sa terre andalouse ne rend pas sa poésie particulièrement inaccessible à un public non espagnol. L'âme andalouse, le mystère et le charme gitan n'influencent sa poésie que dans la forme qu'il veut volontiers aérienne et souple, spontanée. Le contenu reste profondément humain, universel et éternel.

Lorca choisit des thèmes simples pour ses poèmes, il leur donne une forme très simple aussi, au rythme monotone comme dans les chansons populaires. C'est en employant toutes les ressources du folklore qu'il a fait de la « grande poésie ». Loin de tout académisme et grâce à des procédés assez impersonnels puisqu'il les a tirés de l'Art populaire espagnol traditionnel, il a réussi paradoxalement à créer la plus personnelle des poésies. Sa poésie est une projection et une sublimation de son merveilleux caractère. On a dit de Lorca : « près de lui on respirait une aurore qu'il illuminait de sa propre lumière. Alors il ne faisait ni froid d'hiver ni chaleur d'été, il faisait Federico Garcia Lorca ».

Lorsqu'on lit Lorca, on se sent près d'une personne, d'un être humain. On entre dans le monde du poète où Dieu, la mort, l'amour se disputent la vie. Voici la « Chanson du Cavalier » où la mort semble rôder dans la nuit :

Cordoue
lointaine et seule
Noire jument et grande lune
j'ai des olives dans mon sac
Quoique je connaisse le chemin,
jamais je n'arriverai à Cordoba.

De par la plaine, à travers le vent,
jument noire, lune rouge,
la mort me regarde
du haut des tours de Cordoue.

Mon enfant ! mon amour, mon enfant !
Que ce chemin est seul !
Oh ! ma courageuse jument !
La mort m'attend
Avant d'arriver à Cordoue !

Cordoue
lointaine et seule

La mort nous empêchera d'arriver au but, d'atteindre la ville endormie de nos rêves. Lorca est croyant mais il aime la terre et la vie des hommes, c'est peut-être cet amour des hommes que ne lui a pas pardonné le clergé espagnol qui a longtemps interdit les représentations des pièces de Lorca.

De même les gardes-civils ne lui ont pas pardonné son amour pour les gitans, leurs ennemis traditionnels. Ils se sont vengés de lui en juillet 1936, en le tuant. De son vivant, il représentait la jeune littérature, maintenant il représente une jeunesse perdue, sacrifiée.

Sa poésie était un renouveau de jeunesse pour toute l'Espagne. Elle est pour nous un peu comme le dernier chant du cygne car trois ans après sa mort, ce fut celle d'Antonio Machodo dans un camp de concentration et l'exil pour Juan Ramion Jimenez. L'Espagne avait perdu avec eux « ceux qui ont des rossignols dans leurs veines ». On a souvent pris Federico Garcia Lorca comme symbole de l'Espagne républicaine brisée par le franquisme. Qui mieux qu'un poète pourrait représenter le peuple ? Lorca est un poète-martyr qui a payé de sa vie son amour pour la liberté. Il a été tué comme la vie et la joie ont été tués en Espagne. Il a été tué sans façon par les gardes civils et enterré en plein champ. Il n'a pas eu de tombe chez Franco, c'est toujours ça de gagné. Il s'en serait doublement réjoui lui qui écrivait :

A travers les revues

L'AMOUR-PROBLEME. — « Plus s'affaiblissent les grandes religions et les grands systèmes de vénération (Patrie, Famille), plus la religion de l'amour prend de l'importance. (...) Plus la vie devient monotone plate, bureaucratisée, plus l'amour apparaît comme l'aventure d'un monde sans aventures, l'irrationnel sublime d'une société rationalisée, la revanche de l'être des profondeurs ». (Edgar Morin).

Après ses numéros sur L'Homme-problème (Les sciences de l'homme) et l'Art en question (peinture, poésie, musique), Arguments * s'interroge sur le sens de l'amour dans le monde moderne : dans ce monde en transition, dans la débacle des anciennes valeurs, que signifie, qu'annonce l'importance primordiale accordée à l'amour, à l'érotisme ? Autour du texte pivot de Kostas Axelos (L'errance érotique Problématique de l'amour) s'organisent un ensemble de recherches pour mettre en lumière les facettes multiples et contradictoires du « complexe d'amour » (Morin) : l'amour comme expression de l'intégralité de l'homme.

De l'approche ethnologique (Luc de Heusch : Les peuples sans amour) à l'analyse sociologique (Edgar Morin : Amour et érotisme dans la culture de masse ; Violette Morin : L'amour bref), à travers l'interrogation d'œuvres révélatrices ou stimulatrices pour l'évolution de la sensibilité moderne (Fourier, les marxistes, la psychanalyse, Léon Blum, Sacher Masoch, les surréalistes), se développe une réflexion qui nous est d'autant plus proche qu'elle est toute entière orientée vers la découverte des conditions du plein déploiement de la vitalité et de la liberté individuelles (Ed. de Minuit).

POESIE ET RAISON. — Dans l'espoir d'en finir avec les polémiques, sinon les colères que lui a valu son numéro sur Artaud, La Tour de Feu, publié dans sa dernière livraison (n° 69) des textes illustrant une des contradictions majeures du poète : son balancement entre un théisme et un antithéisme également virulents. Aux lettres d'Artaud au Dr Jacques Latrémolière, qui le soigna à Rodez avec le Dr Jerdière, enflammées d'un christianisme sans doute hérétique mais d'autant plus exclusif, répond le commentaire par Pierre Chabert du cahier écrit par Artaud après son départ de Rodez et où s'exprime dans toute sa violence son « reniement au baptême ».

On peut en finir avec les polémiques. On n'en finit pas si facilement avec Artaud. Se confronter avec Artaud, c'était aussi pour les poètes de la Tour, retrouver, intensifiée une constante de leur attitude : la contradiction vécue, vivante, se refusant à être étouffée dans la pseudo-dialectique d'un système artificiel ou totalitaire.

Et la contradiction première des poètes fraternels et solaires de Jarnac n'est-ce pas la nécessité qui porte toute poésie authentique à célébrer et réactiver les forces nocturnes, instinctives, irrationnelles que refoule notre vie consciente, nécessité qui, par delà la négation de la raison, appelle aussi à témoigner pour la raison, l'équilibre, la santé dans un monde livré aux fureurs de la guerre, de la torture et de la volonté de puissance ? Cette exigence double, les compagnons de la Tour l'affrontent, chacun selon ses cordes et ses démons (« De la contradiction au sommet ou pour en finir avec Artaud », Pierre Boujut, Jarnac, Charente) *.

René FUGLER

* En vente à notre service de librairie.

⁂

Erratum : Une erreur s'est glissée le mois dernier, dans l'adresse de **Noir et Rouge.** Il fallait lire : **LAGANT, B.P. 113, Paris (18e).**

CINÉMA

L'ŒIL SAUVAGE

Cette face cachée des Etats-Unis est presque aussi difficile à connaître que celle de la Lune. (En 1958, à Washington, Oral Roberts et ses palinodies mystico-médicales faisaient les délices de nos dimanches matin ; la RTF ne nous l'a montré qu'il y a quelques semaines à « Cinq Colonnes à la Une ».)

Pour tromper sa solitude, une jeune divorcée se laisse entraîner par une curiosité bien gênante pour ceux qui se veulent sans tache. Elle se mêle aux foules du strip-tease, de la boxe, des impositions de mains à la chaîne le dimanche matin dans le temple : « Qu'as-tu ? ...la jambe... Priez tous le Seigneur pour qu'il guérisse sa jambe... Continue à prier... Pousse-toi... Et toi ? ...les yeux... Prions tous le Seigneur pour qu'il lui garde de bons yeux jusqu'à la fin de ses jours... », etc...

Ce n'est pas du grand art, mais un excellent documentaire. M. J. de Baroncelli qui n'apprécie certainement que la révolte désincarnée, celle qui ne fait de vagues qu'au niveau des sphères hautement intellectuelles et compétentes, n'y a vu qu'un « ouvrage décadent et faisandé » (1). Nous préférons les témoins qui montrent les choses telles qu'elles sont et non telles que certains voudraient qu'elles soient. Le plus faisandé des deux est bien « celui qu'on pense ».

(1) « *Le Monde* », 9 juin 1961.

UN TAXI POUR TOBROUK

Toute la critique voit en Lino Ventura le nouveau Gabin. Malheureusement, cet excellent acteur n'a pas encore rencontré le scénariste qui lui proposera son « Quai des Brumes ». Pour le moment, il oscille entre les barbouses de choc et la guerre en dentelles.

Que l'homme réduit tous les événements au cercle de ses proches, ne voit pas plus loin que sa ligne d'horizon, nous le savons. Un artiste de talent aurait décrit la situation paradoxale de ces hommes placés fortuitement en dehors de la guerre par la guerre et qui, triomphent du désert pour mourir de la guerre. Michel Audiard préfère les mots d'auteur, la facilité, choisit de travestir la tragédie en gauloiserie imbécile. Cela se vend bien. De la nécrophagie par écran interposé.

Michel Audiard, aux débuts prometteurs, a brûlé les étapes et, en cinq ans, a accompli plus de chemin vers le « dialogue alimentaire » qu'Henri Jeanson en vingt-cinq ans.

Marc PREVOTEL.

Si les peuples ont les régimes qu'ils méritent (?), sans doute les auditeurs de la R.T.F. sont-ils grandement coupables. De quels méfaits la Vème veut-elle les punir ? Les programmes de cette saison d'été sont d'une indigence rare. Sont-ce les successifs changements de direction dûs aux fluctuations politiques du moment qui nous valent cette pauvreté jamais atteinte depuis bien longtemps ? L'instabilité des équipes, de règle dans la maison, a cependant permis la diffusion de choses excellentes dans le passé. Les hommes de goût (il y en a à la R.T.F.) feront-ils taire leur trouille ou plutôt oseront-ils sortir de leurs cartons (déjà poussiéreux) « ce qu'ils ont à dire » ?

⁂

La radio privée est tout aussi mal lotie que l'« Officielle » et ce ne sont probablement pas les changements de direction d'Europe 1 qui amélioreront les programmes de cette station. D'ailleurs, M. Maurice Siegel qui succède à Louis Merlin aura-t-il mieux à nous proposer que son prédécesseur ? Avec en mains un aussi piètre matériau que les « coqs d'or de la chanson 61 », qu'aurait-il fait de plus ?

⁂

C'est tout d'abord le producteur notre ami Roger Monclin qui invite les conformistes à tourner le bouton, car, ajoute Pierre Loiselet, les œuvres de Couté sont pleines de révolte. La vie du « Mistral de la Beauce » (Xavier Privat dixit) nous est contée par le menu, par Monclin et Loiselet. Abel Jacquin dit des poèmes et cite des anecdotes. G. Reuillard qui fréquenta Couté fixe quelques points de l'histoire de la Bohème de l'époque.

De bien sympathiques citations de Henri Poulaille et Victor Méric viennent souligner cet hommage au poète beauceron, Gaston Bontant animateur des « Amis de Gaston Couté et du musée Couté à Meung » nous donne des descriptions enthousiastes des objets rassemblés par lui et nous voilà prêts pour une visite-pèlerinage un de ces jours d'été. Cette émission représente un gros travail de recherches dont nous félicitons Monclin, remercions-le aussi pour son bon goût dans le choix des chansons Regrettons cependant que Jacques Florian, le meilleur interprête actuel de Couté n'ait pas participé aux illustrations chantées.

Dans « le gars qu'a mal tourné » Pierre Loiselet s'avère un parfait beauceron. Deux chansons interprétées par Aimé Doniat ont éclairé Couté d'un reflet particulier : « Jour de lessive » et la « berceuse du petit brise-fer », bien chantées, accompagnées discrètement par Marc Berthomieux, elles méritent tous nos bravos.

Enfin, Monclin rappelle comment, poursuivi pour délit de presse, Couté ne dût sa liberté qu'à la mort qui le faucha prématurément.

De de la bonne radio. Nous n'attendions pas moins de cet aréopage de qualité.

J.-F. STAS.